

## Technical and Bibliographic Notes / Notes techniques et bibliographiques

Canadiana.org has attempted to obtain the best copy available for scanning. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of scanning are checked below.

Canadiana.org a numérisé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de numérisation sont indiqués ci-dessous.

- Coloured covers /  
Couverture de couleur
- Covers damaged /  
Couverture endommagée
- Covers restored and/or laminated /  
Couverture restaurée et/ou pelliculée
- Cover title missing /  
Le titre de couverture manque
- Coloured maps /  
Cartes géographiques en couleur
- Coloured ink (i.e. other than blue or black) /  
Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire)
- Coloured plates and/or illustrations /  
Planches et/ou illustrations en couleur
- Bound with other material /  
Relié avec d'autres documents
- Only edition available /  
Seule édition disponible
- Tight binding may cause shadows or distortion  
along interior margin / La reliure serrée peut  
causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la  
marge intérieure.
  
- Additional comments /  
Commentaires supplémentaires:      Pagination continue.

- Coloured pages / Pages de couleur
- Pages damaged / Pages endommagées
- Pages restored and/or laminated /  
Pages restaurées et/ou pelliculées
- Pages discoloured, stained or foxed/  
Pages décolorées, tachetées ou piquées
- Pages detached / Pages détachées
- Showthrough / Transparence
- Quality of print varies /  
Qualité inégale de l'impression
  
- Includes supplementary materials /  
Comprend du matériel supplémentaire
  
- Blank leaves added during restorations may  
appear within the text. Whenever possible, these  
have been omitted from scanning / Il se peut que  
certaines pages blanches ajoutées lors d'une  
restauration apparaissent dans le texte, mais,  
lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas  
été numérisées.

# UNE DE PERDUE DEUX DE TROUVÉES.

---

(SUITE.)

## CHAPITRE XL.

### APRÈS LA BATAILLE.

St. Luc vit bien qu'une bataille aurait lieu. Comme il n'avait aucun intérêt à rester dans le village, ayant appris que Meunier était parti la veille, pour porter des ordres au camp de St. Charles ; pensant que d'ailleurs sa présence pourrait donner lieu à des soupçons malveillants, il résolut d'aller au village de St. Charles pour y voir Meunier. DesRivières lui avait raconté tout ce qu'il avait pu recueillir de renseignements sur Madame Rivan. Il n'y avait aucun doute qu'elle vivait encore, elle avait été vue s'embarquant à bord d'un bateau à vapeur à Montréal, quelques semaines auparavant. Satisfait sur ce point, il ne restait qu'à la trouver ; Meunier, disait DesRivières, croyait être certain qu'elle demeurait à Maska.

St. Luc après avoir vu par lui-même à ce que son cheval fut bien frotté, étrillé, soigné, se fit donner à déjeuner. Quand il fut jour, il monta à cheval et partit pour St. Charles.

Nous ne décrivons pas la journée du 23 Novembre 1837, dans laquelle cinquante braves, armés de mauvais fusils de chasse, tinrent

en échec près de huit cents hommes de troupes réglées, commandés par le colonel Gore, depuis neuf heures du matin jusqu'au soleil couchant, et les forcèrent à retraiter.

Si le docteur Nelson eut voulu les poursuivre durant leur retraite, qui était une fuite, il eut pu les faire tous prisonniers ; car le nombre des habitants accourus à St. Denis vers la fin de la journée était assez considérable, se montant à près de trois cents ; nombre bien suffisant, pour s'emparer de troupes découragées, fatiguées par douze heures de marche, dans des chemins affreux, et qui malgré leur artillerie, n'avaient pu déloger cinquante *patriotes*, comme on les appelait alors, d'une maison à l'entrée du village.

Le docteur Nelson avait donné l'ordre de ne pas poursuivre les troupes, désirant se tenir sur la défensive.

Cet ordre avait mécontenté un grand nombre, surtout parmi ceux qui étaient venus trop tard pour prendre part au combat. La plupart des jeunes gens étaient arrivés sans armes ou avec de mauvais fusils ; ils espéraient s'en procurer au village ou en prendre aux soldats.

L'angelus du soir venait de sonner à l'église ; le village paraissait aussi tranquille que s'il n'y eut rien eu d'extraordinaire dans le cours de la journée.

Nous suivrons deux hommes qui se dirigeaient vers une maison un peu isolée des autres, en arrière du village.

— Que penses-tu qu'ils veulent faire, Siméon ? dit l'un d'eux.

Celui à qui s'adressait cette question, était un petit homme fluet, de vingt-cinq à trente ans, actif, intelligent et plein d'énergie.

— Je ne sais pas au juste pourquoi ils nous ont envoyé chercher ; j'ai cru comprendre qu'ils veulent faire une farce.

— Une farce, cette nuit ?

— Pourquoi pas ? D'ailleurs nous allons bientôt le savoir, voilà la maison.

En rentrant, ils trouvèrent réunies une dizaine de personnes. Cinq à six d'entre elles, les mains et le visage noircis de poudre, les habits déchirés, étaient assis devant un grand feu de cheminée, dans laquelle bouillait un immense chaudron accroché à la crémaillère. C'était la soupe qui se préparait pour ces braves, qui, après s'être battus toute la journée sans manger, étaient épuisés de faim et de fatigues.

Dans un des coins de la chambre un groupe de trois à quatre jeunes gens écoutaient debout un homme, d'une quarantaine d'années, gros, trappu, avec barbe noire touffue, chaussé de bottes de bœuf, qui leur racontait ce qui s'était passé durant la journée,

dans la maison de pierre, où s'étaient barricadés les patriotes. Il avait sur la tête un casque de loup marin, dont l'absence de poils en plus d'un endroit accusait un long service.

L'entrée des deux nouveaux venus interrompit la narration du conteur qui se leva, et, qui allant au devant d'eux, dit :

— On t'a envoyé chercher, Siméon, pour te demander si tu veux te joindre à nous ?

— Tiens, c'est toi, Meunier ! mais tu devais aller à St. Charles.

— J'y suis allé aussi ; et de là je suis parti pour Maska, mais rendu au quatrième rang, j'ai rencontré une dizaine d'habitants qui se rendaient à St. Denis. J'ai fait route avec eux, et nous sommes arrivés un peu avant la bataille. Ça n'empêche pas que je serai à Maska demain à midi ; j'ai envie d'aller à St. Ours cette nuit. Nous voudrions que tu vinsses avec nous. — Veux-tu venir ?

— Dame, ça dépend ; dites-moi ce que vous voulez faire.

— On veut courrir un charivari.

— Un charivari ! mais à qui ?

— Aux troupes, donc. Nous sommes ici cinq bons lurons ; vois-tu cette jeunesse, ça n'a pu venir à la noce ; ils veulent jouer un tour cette nuit ; je ne parle pas de ceux qui vont souper, ceux-là ne peuvent pas venir, ils sont de garde cette nuit.

— Je voudrais bien ; mais le général a défendu de les poursuivre.

— Nous nous moquons bien du général, répondit un des jeunes gens. Nous ne sommes pas enrôlés ; nous n'avons pas de fusils et nous voulons en avoir.

— Et d'ailleurs, reprit Meunier, nous ne les poursuivrons pas.

— Si vous ne les poursuivez pas, comment leur jouerez-vous un tour !

— Tu vas voir. Nous avons envoyé chercher les deux porte-voix du traversier. Aussitôt que nous les aurons nous partirons à travers les champs. Il fait noir comme chez l'loup. Quand nous verrons les troupes, qui sont déjà à demi-mortes de peur, nous crierons du porte-voix. Elles ne sauront pas ce que c'est. Nous nous cacherons, et plus loin nous crierons encore. Elles auront une fameuse peur et nous les mènerons comme ça jusqu'à St. Ours. Ça leur fera passer une bonne nuit.

— J'irais bien, mais il faut que j'aille à St. Charles demain, je suis à pied, je serais trop fatigué.

— On te trouvera un cheval. Faut que tu viennes ; tu parles l'anglais ; on aura peut être besoin de toi, qui sait ?

Après avoir réfléchi quelques instants, Siméon reprit : — J'irais

bien, ça me va assez, mais je suis enrolé, et je ne voudrais pas que le général sut que j'ai désobéi à ses ordres.

— Ne soit pas inquiet.

— Eh bien ! c'est bon j'essayerai l'anglais, reprit Siméon, s'il le faut. Je crois que je pourrai faire. Ainsi c'est convenu, j'y vas. Mais, dis donc, Meunier, il me vient une idée.

— Laquelle ?

— Si au lieu de deux porte-voix, nous prenions des cornes de bœuf ; nous en aurions chacun une. C'est alors que nous leur donnerions un charivari, en balle !

— C'est ça, c'est ça ; oui, oui ; des cornes, prenons des cornes, crièrent-ils presque tous ensemble.

— Mais où en prendrons-nous ? reprit Meunier.

— J'en ai vu un tas dans la cour du boucher, dit Siméon ; nous les nettoierons et les arrangerons en dix minutes ; ça n'est pas malaisé. Qui veut venir avec moi ? nous en apporterons pour tout le monde.

Une demi-heure après, les cornes étaient apportées, lavées, les bouts coupés ; elles étaient nettoyées, grattées et prêtes.

Six hommes en souliers de bœufs, portant chacun un capot gris d'étoffe du pays avec capuchon, défilaient silencieusement, un par un, derrière le village et gagnaient les champs. Ils n'avaient avec eux que deux fusils de chasse. Meunier portait un mousquet et une baïonnette, qu'il avait pris à un soldat blessé après la bataille. Un seul avait des pistolets, les autres avaient des couteaux ordinaires pointus et bien affilés, et des gourdins de merisier.

Aussitôt qu'ils eurent dépassé le village, ils s'arrêtèrent pour se consulter ensemble. Il fut convenu que deux marcheraient en avant, à une dizaine d'arpents, l'un dans le chemin et l'autre dans le champs ; que le reste de la bande suivrait par les champs jusqu'à ce qu'ils aperçussent les troupes. Avant de se remettre en marche, ils essayèrent tour à tour leur corne, afin d'en mesurer la portée. Le son rauque retentit dans le silence de la nuit, et éveilla un formidable hurlement des chiens du village.

— Ça ira ; dit, en riant, Siméon.

La nuit était sombre et noire ; il ne ventait pas, mais une neige épaisse et humide tombait en abondance. Ils marchèrent rapidement, au pas de course, pendant à peu près une heure, franchissant les fossés, sautant par-dessus les clôtures, piquant aux raccourcis. Ils ne rencontrèrent qu'un soldat blessé, qui, ne pouvant continuer sa route, s'était jeté à terre, le long des clôtures. C'était un mousquet et une baïonnette de plus, dont ils s'emparèrent.

— Prenons la giberne, dit Siméon ; voyons s'il reste encore bien des cartouches.

La giberne ne contenait plus qu'une seule cartouche. Le mousquet était chargé.

— Bon ! dit Siméon, les troupes n'ont plus d'*ammunition* ; dans tous les cas, elles n'ont pas plus d'un ou deux coups à tirer, entendez-vous, mes gens ?

— Oui, oui.

— Et bien ! savez-vous ce que ça veut dire ça ? ça veut dire que si nous étions une vingtaine, nous pourrions les faire tous prisonniers.

— Et pourquoi n'essayerions-nous pas ? demandèrent les jeunes gens en se rapprochant.

— J'y pense. Allons, en route, et dru !

Ils continuèrent d'un pas rapide et léger, si léger, qu'ils s'entendaient à peine marcher sur l'herbe et la neige des champs.

— Halte ! cria Siméon, en couvrant sa voix pour la rendre moins sonore ; j'ai entendu le cri d'un canard du côté de la rivière ; c'est Baptiste.

Un instant après ils virent deux ombres qui venaient par le chemin. Deux hommes s'avancèrent à leur rencontre sans dire mot. C'était leurs éclaireurs venant leur annoncer qu'ils avaient aperçu les troupes, marchant sur la grève, le long de la rivière. Ils entendaient le pas des chevaux de la cavalerie dans la boue.

— Va-t-on commencer le charivari à c'theure ! demanda quelqu'un.

— Non pas, non pas, répondit Meunier. Écoutez bien ce que nous allons faire ; et prenez garde de ne pas vous tromper. Trois vont rester en arrière et suivre au petit pas, se tenant à peu près à la même distance des troupes. Deux vont prendre les devants et se rendre à la coulée qui est à unè demi-lieue d'ici, ils enlèveront les planches du pont ; aussitôt que cela sera fait ils donneront le signal : un coup de corne, vous savez, long et prolongé. Si la tête de l'armée est trop près de la coulée pour que vous puissiez enlever les planches, vous irez jusqu'au ravin, et là vous enlèverez les planches du pont : pour signal, vous tirerez deux coups de fusils l'un après l'autre. Vous entendez ? Toi, Siméon, tu vas passer par les champs avec Baptiste. Je vais observer les troupes et leurs mouvements. Quand on entendra le premier signal d'en bas, Siméon le répétera, en ne criant pas trop fort, pour que les soldats croient que nous sommes encore éloignés ; ceux en arrière sonneront aussi de la corne, mais pas trop fort non plus. Comprenez-vous bien ?

— Oui, oui, nous comprenons.

— Quand il sera temps je donnerai les signaux avec ma corne, vous vous en rappelez.

— Très-bien, répondit Siméon ; maintenant, que les deux qui doivent aller en avant ne perdent pas de temps. Nous allons rire.

La neige tombait toujours ; à peine pouvait-on distinguer un homme à cinq pas. Les soldats harassés de fatigue avançaient avec une extrême lenteur, trébuchant à chaque pas. Le corps d'armée était rendu au village de St. Ours, ceux qui avaient été vus sur le bord de la rivière, étaient les trainards de l'arrière-garde. Un piquet de cavalerie marchait à quelques arpents seulement en avant des trainards, au milieu du chemin.

Quand les deux jeunes gens envoyés pour détruire le pont de la coulée, y furent parvenus, le piquet de cavalerie n'en était pas fort éloigné.

— Va-t-on *démancer* celui-ci, ou aller plus loin ? demanda l'un des deux à son compagnon, v'la la cavalerie.

— Démanchons.

Ils n'avaient eu que le temps d'arracher trois à quatre planches, quand ils entendirent le pas des chevaux. Les cavaliers entendant du bruit en avant, s'arrêtèrent pour écouter. Ils ne virent rien, et se consultèrent un instant, puis se mirent au trot. Les deux jeunes gens se mirent à crier dans leurs cornes. Les cavaliers se croyant attaqués ou sur le point de l'être, piquèrent au galop pour rejoindre l'arrière-garde, qui était considérablement en avant. En arrivant au pont deux des chevaux tombèrent et roulèrent dans la coulée ; leurs cavaliers se relevèrent, et, sans chercher à reprendre leurs montures, se mirent à courir à toutes jambes pour rejoindre le reste du piquet qui allait du côté de St. Ours, où, en ce moment, arrivait l'arrière-garde.

— Il y a toujours bin là deux, j'v'aux, dit l'un des deux jeunes gens, faut pas les laisser mourir. Allons voir ; s'ils ne sont pas morts, on les mettra dans la prairie et on viendra les chercher demain. Qu'en dis-tu, Pierre ?

— Allons. Et les selles on les cachera sous l'pont, pour qu'la neige ne les abime pas.

Le galop des chevaux avait un peu couvert le bruit de la corne de ceux qui étaient à la coulée, mais aussitôt que Siméon et son compagnon, ainsi que ceux qui étaient par derrière, répondirent, les soldats surpris et effrayés se réunirent en peloton ; ils étaient une cinquantaine. Ils restèrent quelques minutes immobiles, ne sachant quel parti prendre, ni de quel côté tourner. Entendant le son des cornes en avant, dans les champs, et par derrière, ils se crurent

perdus, pensant que tous les habitants de St. Denis les poursuivaient ; ils se mirent à fuir, pêle-mêle, dans la direction de St. Ours.

Siméon et ses gens, arrivés au pont de la coulée, s'empressèrent de le défaire complètement.

— Tonnerre, dit Meunier, en accourant, j'ai envie de les faire tous prisonniers ; ils ne sont qu'une cinquantaine, qui ne valent pas mieux qu'autant de vaches. Vous autres faites autant de tapage que vous pourrez avec vos cornes, un charivari d'enfer, pendant que je vais aller trouver Siméon à la coulée.

Les soldats s'étaient arrêtés à quelques arpents de la coulée, avançant lentement, l'oreille au guet.

Quand Meunier fut arrivé auprès de Siméon, il lui fit part de ses remarques, et de la chance qui se présentait de les faire tous prisonniers.

— Ne fait pas cela, répondit Siméon ; le général a défendu expressément de poursuivre les troupes. Il a ses raisons.

— Mais nous pouvons au moins les désarmer ?

— Quant à ça, il n'y a pas de mal ; nous cacherons les fusils, ou nous les donnerons aux amis. Le général n'en saura rien. Et de plus nous allons leur faire prendre un bain dans la coulée.

— Les voilà ! que va-t-on faire ?

Les soldats qui, en ce moment, semblaient obéir à un chef, avaient repris leurs rangs. Quand ils ne furent plus qu'à une vingtaine de pas du pont, Meunier sonna de la corne ; et Siméon cria : — *Stop ! stop !*

— Qui va là ? répondit quelqu'un de la troupe.

— Vous allez le savoir, reprit Siméon en anglais. Que celui qui commande avance.

— Que voulez-vous ? demanda un sous-officier qui paraissait avoir pris le commandement, en faisant quelques pas en avant.

— Voici ce que vous allez faire ; vous allez mettre bas les armes d'abord, puis vous retournerez à St. Denis prisonniers. Faites vite, sinon nous allons tirer sur vous, et vous êtes tous morts.

— Où est le colonel Gore ?

— A St. Ours, prisonnier.

— Ne pourrons-nous pas être conduits à St. Ours ?

— Oui, mais auparavant déposez vos armes.

— A quelle distance sommes nous de St. Ours ?

— A peu près une lieue. Allons dépêchez-vous.

Le ton de Siméon était si péremptoire ; le bruit des cornes avait annoncé un si grand nombre de poursuivants, qui étaient néanmoins invisibles, sans doute à cause de l'obscurité, pensaient les soldats ; et d'ailleurs le cliquetis formidable des fusils que l'on armait en

arrière de la clôture et de l'autre côté du pont, où Meunier et les jeunes gens faisaient jouer vigoureusement les batteries de leurs quatre fusils, que le caporal, après s'être consulté avec les siens, déclara qu'ils étaient prêts à mettre bas les armes.

— Si nous livrons nos armes, dit-il, nous garantissez-vous qu'il ne nous sera rien fait d'ici à St. Ours ?

— Oui, d'ici là ; mais arrivés à St. Ours, je ne réponds pas que vous ne serez pas faits prisonniers.

— Où faut-il mettre les armes ?

— En faisceaux au milieu de la route ; après quoi vous descendrez sur le bord de la rivière, et traverserez la coulée à l'eau.

Les soldats se croyant fort heureux d'en être quittes à si bon marché, déposèrent leurs armes, descendirent à la berge de la rivière, où ils traversèrent la coulée ayant de l'eau jusque sous les bras.

Aussitôt qu'ils entendirent les pas des soldats au-delà de la coulée, ils allèrent s'emparer des mousquets qui avaient été mis en faisceaux dans le chemin.

Ainsi six hommes désarmèrent cinquante soldats, et leur enlevèrent vingt-deux mousquets, sans qu'ils eussent tiré un seul coup de fusil.

— Donnons leur maintenant une sérénade, dit Siméon.

L'inférieur charivari que firent les deux portevoix et les quatre cornes de bœuf, dut donner une formidable idée de la force de leurs poumons, sinon une haute opinion de leur exécution instrumentale.

— Ah ! ça, vous autres, dit Siméon avant d'arriver au village de St. Denis, n'allez pas vous vanter au général de la farce que nous venons de jouer.

— Pas d' danger ; sois tranquille. A propos, Siméon, je peu t'prêter un j'val pour aller à St. Charles demain. Tu sais, quand la cavalerie a pris l'mors aux dents ; y en a deux qui sont tombés su l'pont, et y ont quitté leurs chevaux, qu'j'avons mis dans la prairie. Les autres ont eu une peur d'enfer, et s'sauvaient comme des diables.

## CHAPITRE XLI.

### LE COLPORTEUR.

Le lendemain de la bataille de St. Denis, sur les deux heures de l'après-midi, St. Luc vit arriver à l'hôtel où il était descendu, dans le village de St. Charles, un petit homme, qu'il reconnut pour être celui que le docteur Nelson avait appelé Siméon.

— Vous êtes M. de St. Luc ? lui dit-il en le saluant ; j'ai une commission pour vous. Voici une lettre que M. DesRivières vous envoie ; je vous l'aurais remise plutôt, mais je ne viens que d'être informé de l'endroit où vous étiez.

— Merci, M. Siméon ; je crois que c'est votre nom.

— Oui, monsieur. S'il y a une réponse, il y a ici une personne qui retourne à St. Denis dans une demi-heure ; elle pourra s'en charger.

— Attendez un instant. La lettre ne contenait que ces mots : " Nous avons remporté une glorieuse victoire. Un habitant de Belœil, nommé Dubois, m'apprend que M. Hertel de Rouville, seigneur, demeurant à St. Hilaire, connaît Madame Rivan et sait où elle demeure. Ce Dubois l'a connue aussi, mais ne peut dire si elle vit encore. Je ne puis aller à St. Charles que demain. Je vous accompagnerais bien jusque chez M. de Rouville, mais j'apprends que les royaux et un autre régiment sont à St. Hilaire. R. D. "

— Il n'y a pas de réponse ; répondit St. Luc après avoir lu la note. Me diriez-vous combien il y a d'ici à St. Hilaire ?

— A peu près trois lieues

— Connaissez-vous M. Hertel de Rouville ?

— Très-bien ; c'est le seigneur de l'endroit.

— Pourrais-je trouver un guide pour m'y conduire ?

— Vous n'avez pas besoin de guide ; le chemin suit toujours le long de la rivière, et, d'ailleurs, j'y vais ; si vous voulez, je vous accompagnerai.

— Quand partez-vous ?

— Dans une heure ou deux ; j'ai quelques petits préparatifs à faire, aussitôt après je serai à vos ordres. Vous n'avez qu'à m'attendre ici, je viendrai vous prendre. Vous pouvez compter sur moi.

En effet vers trois heures trois quarts, St. Luc vit arriver Siméon monté sur un vigoureux cheval de cavalerie, avec selle, bride, fontes et pistolets, tout au complet. Il portait en outre une boîte de bois, suspendue par une courroie, passée en bandoulière, et un paquet appuyé sur le pommeau de la selle.

— N'ayez pas peur de mon accoutrement, M. de St. Luc, je vais exécuter une commission à St. Hilaire.

St. Luc ne put s'empêcher de rire, mais ne fit aucune remarque ; il monta en selle et se mit en route avec son compagnon. Arrivés au camp qui était un peu plus haut que l'église, à une vingtaine d'arpents du village, ils trouvèrent que la route avait été barrée avec des troncs d'arbres. Il leur fallut faire un assez long détour

pour trouver un passage, et continuer leur route. Siméon regardait de temps en temps St. Luc, qui n'avait pas dit une seule parole, ni fait une seule remarque depuis leur départ, absorbé qu'il était dans des pensées qui étaient bien loin d'être celles que son compagnon lui attribuait, et dont il avait une forte démangeaison de l'entretenir. Siméon se décida enfin à commencer la conversation.

— Vous pensez à ces barricades ? n'est-ce pas, M. de St. Luc. Les Anglais seront reçus encore bien mieux ici, qu'ils ne l'ont été à St. Denis. Les habitants arrivent en foule.

— J'étais bien loin de penser à cela, M. Siméon.

— Mais à quoi pouvez-vous donc penser, si ce n'est pas indiscret. Me serait-il possible de vous rendre quelque service ; voyez-vous, comme huissier, on a souvent occasion d'apprendre bien des choses. Je sais que vous cherchez quelqu'un.

— Oui, je cherche une dame Rivan ; et c'est pour cela que je vais chez M. de Rouville. J'espère en avoir des informations.

— Rivan ? Rivan ? ..... arrêtez donc, je crois avoir vu ce nom-là quelque part. Attendez un peu... N'y avait-il pas un autre nom ?

— Rives ; peut-être.

— Non, non, j'y suis. Cette dame Rivan était mariée à un Français, n'est-ce pas ? Qui est mort durant le premier choléra ?

— Je ne puis vous dire s'il était Français ; je crois qu'en effet c'est en trente-deux qu'il est mort.

— C'est ça. Sa femme était une demoiselle de Montour ?

— Montour ou Montreuil, m'a-t-on dit à Sorel répéta St. Luc, ça se peut.

— Eléonore de Montour, femme de M. Rivan de..... attendez ; de, de Saint..... saint, quelque chose ; je ne me rappelle plus le nom ; mais je suis sûr qu'il y avait un *de* et un *saint*..... St. Félix, je crois ; mais ne suis pas positif.

— Ne serait-ce pas des parents de St. Félix qui tient auberge à St. Charles ?

— Oh ! non ; ils n'étaient pas parents. L'un était Français et celui-ci est Canadien. Celui dont je parle appartenait à la compagnie du Nord-Ouest, et il est mort ruiné.

— Comment savez-vous tout cela ?

— Je vais vous le dire. Dans le printemps de 1831 ou 32, ce M. Rivan de....., je ne sais quoi, a été poursuivi ; une terre qu'il avait à Belœil, je vous la montrerai en passant, a été vendue par le shérif ; c'est moi qui ai fait la vente. Voilà comment j'ai appris leurs noms, je les avais oubliés ; si vous n'aviez pas prononcé celui de Rivan, je ne m'en serais pas rappelé.

— Avez-vous jamais vu Madame Rivan ?

— Jamais ; ni lui non plus.

— Comment pourrais-je trouver quel était le second nom de M. Rivan ? Il pourrait bien se faire qu'elle fut connue sous le second nom.

— Je crois que c'est probable. Vous trouverez probablement le nom chez M. Rouville ; c'est lui qui a acheté la terre, il doit avoir les titres. Si vous ne les trouvez pas là, vous trouverez cela au greffe de la cour à Montréal. J'avais bien les procès-verbaux ; mais j'ai déchiré tout cela, il y a longtemps.

St. Luc fut quelque temps pensif, songeant que si cette Madame Rives, dont lui avait parlé M. DesRivières, n'était pas sa mère, il aurait beaucoup de difficultés à trouver la personne qui était sa mère. Cependant une chose lui paraissait certaine, c'est qu'elle vivait ; et il espérait qu'avec l'aide de Meunier, qui la connaissait, il finirait par la trouver. Il avait aussi l'espoir que M. de Rouville pourrait lui donner de bonnes informations. Il fut encore une fois tiré de sa rêverie par Siméon, qui lui dit :

— Vous voyez cette maison dont la couverture est peinte en rouge, de l'autre côté de la rivière ? Il y a un mai devant la porte. C'était la terre de M. Rivan.

St. Luc regarda et fit signe de la tête qu'il la voyait.

— Maintenant, M. de St. Luc, je vais vous quitter ; il faut que j'arrête à cette maison-ci. Vous n'avez plus qu'une petite demi-lieue pour vous rendre à St. Hilaire ; vous voyez le clocher de l'église d'ici. M. Rouville demeure un peu plus loin, dans une belle maison de briques.

St. Luc continua sa route seul, et arriva bientôt au village, à l'entrée duquel un piquet des Royaux l'arrêta.

— D'où venez-vous, lui demanda celui qui commandait le piquet.

— De St. Charles.

— Où allez-vous ?

— Chez M. Hertel de Rouville.

— Il faut que vous voyez le colonel, il est chez M. de Rouville ; je vais vous faire accompagner.

— M'arrêtez-vous ?

— Oui, ce sont les ordres. Mais comme vous allez là où est le colonel, un soldat ira avec vous, et vous pouvez rester à cheval ; mais ne cherchez pas à vous échapper, il a ordre de tirer.

— Je n'ai pas envie de m'échapper ; au contraire, je suis bien aise de me faire montrer la maison.

Ils commençait à faire nuit, et les lumières étaient allumées,

quand il arriva au manoir. Il y avait une sentinelle, en faction à la barrière, au bout de l'avenue, par laquelle il fallait passer pour se rendre au manoir.

— Qui va là ? cria la sentinelle en abaissant son mousquet.

— Numéro trente, avec un prisonnier ! répondit le soldat qui accompagnait St. Luc.

— Avance, numéro trente, et donne la consigne.

— Diable ! pensa St. Luc, on vit sur le qui-vive par ici. Il faut bien des cérémonies pour laisser passer un particulier.

Après l'échange de la consigne, St. Luc et celui qui l'accompagnait, entrèrent dans une belle et longue avenue qui aboutissait à l'entrée principale de la maison. Il y avait également une sentinelle devant la maison.

En entrant, St. Luc demanda à voir M. de Rouville.

— Il faut que vous voyez le colonel auparavant, répondit un officier que l'on avait averti de l'arrivée d'un prisonnier et qui était venu audevant de lui, veuillez passer dans cette chambre.

St. Luc entra dans une grande chambre, richement meublée dans laquelle était le colonel Wetherall et cinq à six officiers qui causaient, chantaient et riaient en attendant le dîner.

— Qui êtes-vous ? demanda le colonel.

St. Luc, sans répondre, tira de son portefeuille le sauf-conduit que lui avait donné le Gouverneur. Après l'avoir lu et en avoir examiné la signature, il fit signe à un officier d'approcher et lui demanda s'il connaissait la signature. Celui-ci prit le papier, mais avant qu'il l'eut examiné un de ceux qui étaient assis sur le sofa s'approcha en disant : — C'est peut-être une signature contrefaite.

St. Luc, déjà blessé de la conduite de ces officiers, ne put retenir son indignation, et saisissant par le bras l'officier qui venait d'émettre cette blessante opinion, il lui dit :

— Je m'appelle "de St. Luc ;" je loge à Montréal à l'hôtel Rasco ; dans ce village je n'ai point encore de logement, mais j'y serai jusqu'à midi, demain. Apprenez que je ne présente pas de papiers avec de fausses signatures.

— Je commande ici, interposa le colonel Wetherall, vous devez respecter ma présence.

— Monsieur, répondit St. Luc avec hauteur, vous commandez à vos soldats ; ordonnez-leur de se mieux comporter et de ne point insulter par des imputations injurieuses un étranger qu'ils ne connaissent pas.

— Non-seulement je commande à mes soldats, mais je suis maître dans ce village et puis arrêter toute personne rebelle à Sa Majesté.

— Je suis sous la protection de ce sauf-conduit ; arrêtez-moi si vous l'osez !

— Tout est en ordre, répondit l'officier qui examinait les signatures ; et il tendit le papier au colonel.

La protection, que contenait le sauf-conduit, était si puissante, que le colonel Wetherall vit bien que celui qui en était l'objet, devait être une personne de considération. Comme il était un brave militaire, un peu vif, mais plein de justice et de droiture, il eut regret de ce qu'il avait dit ; aussi, remettant le sauf-conduit à St. Luc, il le pria d'excuser ceux qui l'avaient arrêté à l'entrée du village et d'oublier ce qui avait été dit dans la chambre, avant qu'on sût qui il était.

St. Luc accepta l'excuse, et demanda s'il pouvait voir M. de Rouville. Un domestique conduisit St. Luc dans un cabinet de lecture, dans lequel M. de Rouville se tenait habituellement et où il recevait ceux qui avaient affaire à lui.

— Veuillez m'excuser, M. de Rouville, dit St. Luc en le saluant, si je me présente un peu tard et vêtu comme je le suis, j'ai été forcé de venir un peu malgré moi.

— Je le sais, je le sais, dit M. de Rouville, en présentant un siège ; j'ai entendu ce que vous avez dit au colonel, et vous avez eu raison. Que puis-je faire pour vous ?

— On m'a informé que je pourrais obtenir, en m'adressant à vous, des informations concernant une dame Rivan, que j'ai le plus grand intérêt à découvrir.

— Madame Rivan ? je ne la connais pas, et n'en ai jamais entendu parler.

— N'avez-vous pas acheté, il y a quelques années, une terre, située de l'autre côté de la rivière à une demi-lieue d'ici, d'un Monsieur Rivan ?

— Peut-être ; j'en ai tant achetées et vendues.

— Pourriez-vous regarder aux titres.

— Ah ! pour cela, Monsieur, ce serait avec plaisir, mais je ne sais vraiment pas où mon agent les met. Demain, il vous les montrera.

St. Luc se leva pour sortir.

— Vous ne partez pas comme cela, Monsieur, vous me ferez bien le plaisir de rester à dîner avec nous, sans cérémonie. Ça me fera plaisir de converser un peu dans ma langue maternelle. Ne vous occupez pas de votre toilette ; vous ôterez votre capot.

— Vraiment, M. de Rouville, je ne puis.

— Pas d'excuses ; je vais donner ordre de mettre votre cheval à l'écurie.

M. de Rouville, descendant d'une des plus respectables familles de la vieille noblesse du Canada, était reconnu pour son hospitalité généreuse et bienveillante ; il faisait l'invitation si cordialement que St. Luc crut ne pouvoir refuser et il accepta.

A six heures le diner fut servi. M. de Rouville faisait magnifiquement les honneurs de sa table. Il fit placer St. Luc près de lui, à sa droite. Le colonel Wetherall occupait un des bouts de la table et les officiers étaient assis autour. La famille de M. de Rouville ne descendit point au diner.

— C'est un diner de garçons, comme vous voyez, Monsieur ; ma femme n'est pas bien, dit M. de Rouville ; vous voudrez bien l'excuser. Vous n'en mangerez pas avec moins d'appétit, j'espère ; car il paraît que vous venez de St. Charles ? A-t-on des nouvelles de St. Denis ?

— Vous avez sans doute appris qu'il y a eu une bataille à St. Denis, hier.

— Non, nous n'en avons rien su. Et quel en a été le résultat ?

— Les troupes ont été obligées de battre en retraite.

— Entendez-vous cela, colonel ? dit M. de Rouville ; les troupes ont été battues à St. Denis.

— Oui ! quand ?

— Hier.

— Se sont-ils battus longtemps ?

— Toute la journée, répondit St. Luc ; le soir le colonel Gore a retraité vers St. Ours.

— Les rebelles étaient-ils en grand nombre, demanda le colonel.

— Une cinquantaine seulement ont tenu la troupe en échec pendant toute la journée.

Le colonel se mordit les lèvres, et M. de Rouville toucha de son pied le genoux de St. Luc en signe de satisfaction.

— Quel est le nombre des rebelles à St. Charles ? demanda le colonel ; sont-ils bien armés ? ont-ils des canons ?

— Colonel, répondit St. Luc, si, en sortant d'ici, je retournais à St. Charles, considéreriez-vous honorable de ma part d'énumérer le montant de vos forces et le nombre de vos canons ? Eh bien ! vous comprendrez la raison pour laquelle je ne puis répondre à vos questions.

— Je vous approuve ; reprit le colonel.

— Et moi, je bois à votre santé, dit M. de Rouville.

Les vins d'Oporto, de Madère, le Sherry furent bus copieusement pendant le diner. Le vin de Champagne aussi n'avait pas été

épargné. Après le dessert, on apporta les fruits et les cigares ; et les officiers se mirent à chanter.

Dans la cuisine, aussi, l'on faisait bonne chair. Une dizaine de soldats vivaient au dépens de M. de Rouville. Des éclats de rire plus bruyants que de coutume partant de la cuisine, attirèrent l'attention de ceux qui étaient dans la salle à diner. On sonna pour savoir la cause de tant d'hilarité. Quand on eut appris que c'était un colporteur qui les amusait par ses histoires et qui, en même temps, faisait danser un chien, le colonel demanda à M. de Rouville de vouloir bien le faire entrer.

Un petit vieux, bossu, vouté presque en deux, entra, portant sous un bras une petite cassette et tenant en laisse un petit chien barbet. Le colporteur avait de petits yeux gris, vifs et intelligents ; son nez, un peu applati sur le dessus, était pointu au bout ; sa mâchoire paraissait comme disloquée par une bouche démesurément fendue. Un gilet trop long, un capot rapé trop large, et dont les basques pendaient jusqu'à ses talons, lui donnaient une apparence grotesque.

Il fit, en entrant, un salut si comique, que tous les officiers partirent d'un éclat de rire.

— D'où venez-vous, bonhomme, lui demanda le colonel Wetherall ?

— Moi, pas capable pour parler english, répondit le colporteur.

— Il demande d'où vous venez, interpréta M. de Rouville.

— De Belœil.

— Vous êtes colporteur ? Qu'avez-vous à vendre ?

— Toutes sortes de choses ; du galon, du fil, des dragées, du tabac, des pipes, etc.

— Est-ce que votre chien danse ?

— Oui. Des giques et des menuets. Voulez-vous le voir danser ? Ça ne vous coûtera que deux sols pièce.

Le colporteur détacha son chien, lui fit signe de se mettre sur les pattes de derrière ; puis prenant dans sa cassette une petite trompe, ou guimbarde, qu'il mit entre ses dents, la tenant de la main gauche, il commença à en jouer un air lent, en touchant avec l'index de sa main droite la petite languette recourbée. Le chien se balançait, à droite à gauche, faisant des sauts mesurés, cadencés ; puis le musicien, accélérant la mesure, fit faire au chien des pas et des gambades, qui amusèrent beaucoup le colonel et ses compagnons.

Après avoir fait danser et sauter son chien quelque temps, le colporteur remit sa guimbarde dans sa cassette ; caressa le chien, dans la gueule duquel il mit un cigare allumé. Le chien tira plusieurs bouffées de fumée, assis gravement sur la cassette.

— Bibi est délicat, Messieurs, il ne fume que des meilleurs cigares de la Havane, dit le colporteur, en prenant le cigare et le montrant à un des officiers. Messieurs, il m'en reste encore une boîte, voulez-vous la tirer à la raffle ? vous êtes dix ; seulement trente sols chaque.

— Pas besoin de tirer à la raffle, répondit M. de Rouville, je vais te la payer.

— Non pas, non pas, dit le colporteur en tirant un papier et un crayon de sa poche ; j'ai fait vœu de ne disposer de mes boîtes qu'à la raffle ; ça me porte chance. Tenez, M. de Rouville, mettez votre nom sur le dernier numéro.

Le colporteur passa la liste ; chacun mit son nom et prit un numéro. Il restait encore un numéro.

— Ce numéro est pour Bibi, Messieurs, vous n'avez pas d'objection, dit le colporteur ?

— Non, non, pas du tout, répondit le colonel.

— Viens ici, Bibi, touche la plume.

Bibi vint gravement mettre sa patte sur le bout du crayon pendant que son maître traçait une croix sur la liste de la raffle vis-à-vis le numéro un, qui n'avait pas été retenu.

Le colporteur prit un morceau de papier, qu'il coupa en onze petits morceaux, exactement semblables, sur l'un desquels il fit une croix.

— Celui qui tirera ce morceau de papier-là aura gagné, dit-il, en montrant celui sur lequel il avait fait la croix.

Après avoir plié les petits morceaux de papier, les avoir mis au fond de son chapeau, il les étendit dans un cabaret qu'un domestique tenait à la main.

— Mêlez-les, comme il faut, dit-il à celui qui tenait le cabaret.

Le domestique mêla les morceaux de papier, puis les étendit séparément sur le cabaret.

— Le premier à tirer, dit le colporteur, c'est Bibi. Avez-vous objection à ce qu'il tire le premier, ou voulez-vous qu'il ne tire que le dernier ?

— Suivons l'ordre de la liste, dit M. de Rouville.

— Viens-ci, Bibi ; prends un morceau de papier.

Le chien flaira quelque temps et prit dans sa gueule un des morceaux de papier. Chacun tira à son tour. Les papiers furent ouverts. Bibi avait gagné. Un des officiers qui se doutait de quelque tour, prit les papiers, les examina, les compara, les mit devant la lumière ; mais rien n'indiquait une supercherie.

— Eh bien ! Bibi a gagné, dit M. de Rouville. Voulez-vous me vendre la boîte de cigares, maintenant ?

— Bibi ne demandera pas mieux, je pense ; les deux piastres et demie lui vaudront mieux en viande qu'en tabac.

Les cigares furent trouvés excellents.

— En voudriez-vous une boîte ? demanda le colporteur en s'adressant au colonel ; je pourrais aller vous en chercher une chez un habitant, où je vais aller coucher ce soir, et je l'apporterai ici demain à midi.

— Qu'est-ce qu'il dit ? demanda le colonel.

M. de Rouville lui ayant répété en anglais ce que venait de dire le colporteur :

— Dites-lui, répondit le colonel, que demain à midi nous serons loin d'ici, mais que s'il veut l'apporter à St. Charles, nous la prendrons ; et plus, s'il en a.

— Pourvu que Bibi ne tire pas à la rafle, reprit l'officier soupçonneux, qui avait si scrupuleusement examiné les morceaux de papier.

Le colporteur ramassa sa cassette, prit son chien en laisse et sortit, en faisant un salut, encore plus comique que celui qu'il avait fait en entrant.

Une heure après environ, ce colporteur, qu'aucun des lecteurs n'a probablement pas plus reconnu qu'il ne fut reconnu de M. de Rouville et des gens de la maison, arrivait à la maison où Siméon avait quitté M. de St. Luc. Il n'était plus ni bossu ni courbé.

— Ton chien m'a rendu un fameux service, dit-il à l'habitant chez qui il était entré ; j'ai le nom de tous les officiers, et j'ai appris tout ce que je voulais savoir. Il faut maintenant que je retourne à toute bride à St. Charles. Nous allons être attaqués demain. Fais-moi amener mon cheval.

— Tu ne prendras pas une bouchée, avant de partir ?

— Non, je souperai à St. Charles. As-tu des nouvelles de la paroisse St. Jean Baptiste ?

— Non, mais j'en ai de Maska.

— St. Hyacinthe ?

— Oui ; cet homme qui est couché sur ce *banc-lit*, en arrive. Il veut traverser à Belœil vers la pointe du jour.

— Réveillons-le ; je veux savoir ce qu'il dit. Tiens ! mais c'est toi, Meunier ; je croyais que tu devais te rendre jusqu'à la pointe Olivier, après avoir fait tes commissions à St. Hyacinthe.

— Je n'aurai pas besoin d'y aller ; on a envoyé un autre homme à ma place.

— Quelles nouvelles de St. Hyacinthe ?

— Les habitants des campagnes ne veulent pas marcher ; parce-

qu'ils disent qu'ils n'iront pas se battre sans fusils. Dans le village il y en a beaucoup qui viendront.

— C'est bien. Et où vas-tu maintenant ?

— J'vas à Belœil, porter une lettre à M. M... et de là j retournerai à St. Charles pour voir M. DesRivières pour qu'il écrive à M. St. Luc.

— M. St. Luc ? un bel homme, grand, brun, petite moustache noire ?

— Oui. Le connais-tu ?

— Sans doute ; je suis venu jusqu'ici avec lui, de St. Charles, cet après-midi. Il est maintenant à St. Hilaire. Je l'ai laissé chez M. Rouville, il n'y a pas plus d'une heure.

— Oh ! j'en suis bien content ; j'irai le voir demain matin.

— Tu lui diras que c'est le petit colporteur qui t'a indiqué où le trouver. Maintenant dors ; excuse de t'avoir réveillé.

Meunier qui n'avait pas dormi la nuit précédente, et avait fait une longue route à pied, ne demanda pas mieux. Il se retourna sur le dos, se passa les deux bras sous la tête, pour lui servir d'oreiller, et, une minute après, il ronflait comme un bienheureux.

Le lendemain devait encore apporter une déception à St. Luc. Les titres de l'acquisition de la terre, dont lui avait parlé Siméon, faits au nom du Shérif, ne parlaient pas de M. Rivan. Meunier lui annonçait, de son côté, qu'il avait vu cette Madame Rives, dont on lui avait parlé, mais que ce n'était pas Madame Rivan. Il confirma néanmoins l'assurance qu'elle vivait encore, et qu'elle avait été certainement vue depuis une couple de mois à bord d'un bateau à Montréal.

St. Luc apprenant qu'il aurait beaucoup de difficultés à retourner à Sorel par la rivière Chambly, se décida à prendre le chemin de Chambly pour se rendre à Montréal ; d'où il fit parvenir à Trim l'ordre de le rejoindre.

## CHAPITRE XLII.

HENRIETTE.

Dans la rue du Collège, un peu plus loin que le petit séminaire de St. Sulpice, à Montréal, il y avait, au fond d'une cour, une longue bâtisse, à deux étages, en pierres. Cette bâtisse était occupée comme brasserie, par un nommé Daubreville. A l'époque dont nous parlons, la moitié de l'étage supérieur, divisée par un mur de

refend, servait de grenier où l'on mettait les objets de rebut, quand le propriétaire ne trouvait pas à le louer à quelques pauvres familles. Une fenêtre, donnant sur la cour, couverte de fils d'araignées, éclairait ce grenier qui avait deux issues, l'une par une vieille porte dans le mur qui le séparait de l'autre moitié de la partie supérieure de la brasserie. La clef en avait été perdue et la serrure, toute rouillée, faisait assez voir que cette porte ne s'ouvrait pas souvent. L'autre issue était par un petit escalier intérieur, dont la porte donnait sur un terrain vacant, en arrière de la brasserie ; par cette issue on gagnait dans la rue St. Maurice.

Les nouvelles de la défaite à St. Denis et de la victoire à St. Charles, étaient parvenues presqu'en même temps à Montréal. Les haines et les passions politiques s'étaient développées avec une intensité d'autant plus grande que les bureaucrates, comme on appelait alors les partisans du gouvernement, avaient un instant eu une terrible peur des résultats de l'affaire de St. Denis.

Les arrestations se faisaient indistinctement de ceux qui avaient pris une part active à la révolte, et de ceux qui étaient demeurés parfaitement tranquilles. Les animosités personnelles, les vengeances particulières trouvaient leur satisfaction dans ces arrestations. C'était un temps de terreur. Les autorités ne pouvant distinguer les innocents de ceux qui étaient compromis, jetaient en prison tous ceux qu'on leur signalait. A l'abri de ces arrestations politiques, qui se faisaient presque toutes durant la nuit, des vols audacieux et des pillages étaient commis. Plusieurs actes de barbare atrocité furent plus tard découverts, mais les auteurs ne purent être trouvés.

Presque toutes les familles canadiennes avaient à déplorer soit l'emprisonnement, soit la fuite d'un père, d'un frère ou d'un fils.

Des volontaires, composés en partie de ceux qui étaient les plus violents ennemis des canadiens, avaient été enrolés. Ils faisaient la patrouille et gardaient les portes de la ville qui avaient été construites à l'entrée de chaque faubourg, afin que personne ne put y entrer ou en sortir, sans être soumis à une stricte inspection.

La vie inactive que St. Luc menait depuis quelque temps commençait à l'ennuyer ; ne voulant pas prendre la moindre part aux évènements politiques, il évitait, autant que possible de rencontrer ceux dont les idées hostiles aux patriotes lui déplaisaient. Il n'y avait pas de bals ; on ne donnait plus de soirées. Tout était triste et morne dans la ville ; il n'y avait de vie et d'activité que parmi les volontaires et les bandits de la cité.

Un soir, entre sept et huit heures, il tombait une neige à gros

flocons, le vent soufflait par rafales, les rues étaient presque désertes. Trim, un casque de loutre sur la tête, des bottes de jarrets d'original par-dessus ses pantalons, un capot de *craint-rien* que serrait à la ceinture une bande de cuir bouclée, suivait, une canne à la main, son maître qui marchait à quelque distance en avant. St. Luc, par précaution, se faisait toujours suivre par Trim quand il sortait le soir ; mais il lui avait expressément enjoint de ne jamais intervenir dans les difficultés qu'il pourrait avoir, à moins qu'il ne lui en donnât l'ordre, soit en frappant avec sa canne sur le pavé ou le mur des maisons, soit avec un petit sifflet noir, en ivoire, qu'il portait, dans sa poche de gilet, attaché à un ruban. Trim obéissait à ces signaux qu'il comprenait parfaitement.

St. Luc n'avait aucun but dans sa promenade ; il marchait pour prendre l'exercice et s'endurcir à la température du Canada. Trim, lui, trouvait que son maître aurait bien mieux fait de retourner au sud, sauf à revenir l'été suivant, s'il en avait le désir ; pensant que ceux qui étaient chargés de trouver Madame Rivan, la trouverait aussi bien sans son maître, qui ne la connaissait pas.

Les lanternes, éclairées à l'huile, ne jetaient qu'une faible lumière dans les rues, les vitres en étant couvertes de neige. Arrivé dans le faubourg des Récollets, St. Luc aperçut une personne enveloppée d'un manteau dont elle ramenait les bords devant sa figure, soit pour se garantir de la neige, soit pour ne pas se faire reconnaître. A sa démarche vive et alerte, mais craintive et mystérieuse ; à l'hésitation qu'elle mettait quelque fois à avancer, quand elle entendait ou apercevait quelqu'un venir, il n'eut pas de doute que ce ne fut une femme qui cherchait à se cacher et à ne pas être reconnue. Il ne fit pas d'abord grande attention à elle ; mais quand il la vit, au coin de la rue qui descendait au collège, regarder, hésiter, revenir sur ces pas, écouter, puis entrer dans cette rue, sa curiosité fut excitée, et il résolut de la suivre de loin. Elle descendit la rue qu'elle traversa, et, tournant à droite, elle entra dans la rue St. Maurice. La rue était obscure ; les lampes, rares dans cet endroit, avaient presque toutes été éteintes par le vent.

St. Luc qui n'avait pas vu la jeune femme entrer dans la rue St. Maurice, ruelle peu fréquentée, cherchait à distinguer dans l'obscurité pour voir s'il ne verrait pas son inconnue, où s'il n'entendrait pas le bruit de ses pas. Il ne put rien voir. La neige était trop épaisse et trop molle, pour qu'il put entendre aucun bruit ; d'ailleurs elle marchait si légèrement.

Il allait s'en retourner, quand il crut entendre un cri qui semblait venir d'une rue qu'il avait d'abord dépassée sans la remarquer. Il

écouta, et se convainquit bientôt que c'étaient des cris de détresse que poussait une femme. Il se mit à courir dans la direction de la voix, et vit une personne qui se débattait au milieu de trois hommes ; l'un lui tenait un mouchoir sur la bouche, tandis que les autres s'efforçaient de l'entraîner vers un clos de bois, qui se trouvait à gauche. St. Luc crut reconnaître l'inconnue, quoiqu'elle n'eut plus son manteau qui était tombé.

— Qu'est-ce que cela veut dire ? cria-t-il, en s'élançant sur celui qui tenait le mouchoir sur la bouche de la jeune femme.

— Sauvez-moi, Monsieur, dit-elle aussitôt qu'elle put parler ; ils m'ont volée : sauvez-moi !

St. Luc fut frappé du timbre si doux et si frais de la voix de cette jeune femme.

— C'est notre homme, P'tit loup, dit un des bandits à son compagnon, à voix basse ; il faut pas le laisser échapper cette fois-ci qu'il est seul.

Puis saisissant le bras de St. Luc, tandis que celui qu'il appelait P'tit loup lui sautait à la gorge, il lui demanda “ la bourse ou la vie.”

— Ni l'un ni l'autre, répondit St. Luc ; et il siffla, en même temps qu'il arrachait son bras des mains de celui qui cherchait à le retenir.

— Poigne-le à la jambe, et jettons-le sur le dos, dit P'tit loup en le poussant assez violemment que St. Luc perdit l'équilibre et tomba.

En tombant St. Luc échappa celui qu'il tenait de la main gauche et perdit sa canne. Dans un instant il fut maîtrisé ; puis P'tit loup, arrachant les boutons du surtout de St. Luc, mettait la main pour prendre son portefeuille, lorsqu'il se sentit saisir par deux bras vigoureux qui l'enlevèrent et le ruèrent contre une des piles de planches, qui se trouvait auprès.

— Sauvons-nous, c'est l'nègre, cria P'tit loup dont le bras était à moitié disloqué ; et, à la faveur des ténèbres, il s'échappa.

— Vous ne vous sauvez pas, vous autres, dit St. Luc en se relevant et en saisissant un des brigands au collet, tandis que Trim tenait l'autre. Tiens-le bien pendant que je vais attacher les mains de celui-ci ; fais-en autant au tien.

Quand ils leurs eurent bien attachés les mains derrière le dos avec leurs mouchoirs, St. Luc ordonna à Trim de les conduire à la station de police, s'il ne rencontrait pas de patrouille ou de gens de la police auxquels il put les remettre.

Huit heures sonnaient en ce moment au cadran du collège.

G. B.

(A continuer.)

# L'ENCYCLIQUE

ET

## LA BROCHURE DE MGR. DUPANLOUP.

---

Grâce à la liberté dont jouit en ce pays l'exercice de la religion catholique, l'Encyclique a obtenu en Canada l'espèce de publicité désirée par le Souverain Pontife : elle a été proclamée, expliquée et commentée du haut de la chaire. C'était là le seul mode de publication convenable à cet important document, car, comme on l'a déjà dit, l'Encyclique n'était pas adressée aux fidèles, mais aux évêques. La publicité que pourrait lui donner le journalisme ne serait même pas sans inconvénient, parce qu'il est très-difficile de comprendre toute la portée et de saisir le sens exact de ce document, sans être versé dans la science théologique et sans recourir aux nombreux documents qu'il cite. Nous ne publierons donc pas l'Encyclique. Mais, au moment où le Vicaire du Christ proclame si solennellement la distinction fondamentale entre l'erreur et la vérité, nous aimons, comme catholiques, à nous incliner humblement devant une voix qui vient de si haut, et qui est le seul infallible rempart de la foi et des principes. Et nous ne pouvons nous empêcher d'exprimer notre admiration pour l'illustre vieillard que toutes les lâchetés et les défections de ses amis n'ont pu décourager, que toutes les trahisons et tous les complots de ses ennemis n'ont pu effrayer, que toutes les ruses de la politique contemporaine et toutes les intrigues diplomatiques n'ont pu abattre et qui, lorsque toutes

les puissances humaines semblent conjurées contre lui, proclame au nom de Dieu, à la face de l'univers et des rois, la limite de leurs droits et l'étendue de leurs devoirs.

L'Encyclique a eu bien des défenseurs, mais aucun ne l'a défendue avec plus d'autorité et de talent que Mgr. l'évêque d'Orléans. Nous aurions désiré reproduire cette œuvre en entier, mais le cadre de notre *Revue* ne nous le permet pas. Nous nous contenterons de choisir parmi les belles pages qu'elle a inspirées, celles qui ont le plus d'intérêt pour nous et qui peuvent le plus trouver leur application dans notre état de société. Il y a bien des beautés dans cet écrit remarquable, dans lequel les étranges prétentions de quelques sociétés modernes sont flagellées avec une impitoyable vigueur de raisonnement. Nous citons :

“.....Mais du moins la liberté de conscience, la liberté des cultes, nierz-vous que l'Encyclique la condamne ?

“ Faut-il le redire pour la centième fois ? Ce que l'Église, ce que le Pape condamnent, c'est l'indifférentisme religieux..... Mais repousser cet insensé et coupable indifférentisme et les conséquences de licence absolue qui en découlent, est-ce repousser la tolérance pour les personnes et la liberté civile des cultes ? On ne l'a jamais dit et tous les théologiens disent le contraire.

“ En fait, jamais les Papes n'ont entendu condamner les gouvernements qui ont cru devoir, selon la nécessité des temps, écrire dans leurs constitutions cette tolérance, cette liberté. Que dis je ? Le Pape lui-même la pratique à Rome. “ C'est l'erreur qui est un mal, et non pas la loi qui, dans une bonne intention, tolère l'erreur.” Voilà ce que je lis dans un livre imprimé à Rome sous les yeux de l'*Index*.

“ Et c'est ce que Pie IX voulait bien me dire lui-même, l'hiver dernier : Les juifs et les protestants, me disait-il, sont libres et tranquilles chez moi. Les juifs ont leur synagogue dans le *Ghetto*, et les protestants leur temple à la Porte du peuple.”

.....

“ Faut-il rappeler que Pie IX a donné le marbre pour la statue de Washington, et envoyé des aumônes aux protestants inondés des Pays-Bas, aux schismatiques ruinés par le tremblement de terre de Corinthe, en même temps qu'aux catholiques Irlandais.

“ La distinction du vrai et du faux et l'obligation morale de rechercher le vrai, de s'attacher au vrai, et de s'écarter du faux, est précisément ce qui constitue l'esprit et le devoir philosophique, aussi bien que l'esprit et le devoir religieux. En ce sens, la vraie

religion est et doit être exclusive, absolue, ou bien elle n'est pas une vérité.

“ Mais en assurant ses droits et son rang suprême à la vérité, en la mettant, et l'élevant au-dessus de l'erreur, et en proclamant, pour tout homme, le devoir certain de la rechercher, et, après l'avoir trouvée, le devoir de s'y soumettre, les théologiens, convaincus que la liberté civile d'un culte, d'un culte dissident, n'implique pas l'adhésion aux croyances tolérées, et ne contredit point le dogme chrétien, redisent quand il le faut les célèbres paroles de Fénelon à Jacques II : “ Accordez la tolérance civile, non en approuvant tout comme indifférent, mais en souffrant avec patience tout ce que Dieu souffre, et en tâchant de ramener les hommes par une douce persuasion.”

Le développement et l'application pratique de cette idée nous conduisent au chapitre sur la liberté politique, que nous reproduisons en entier :

“ Mais, me dit-on encore, le Pape empiète sur un domaine qui lui est interdit ; il sort de son spirituel ; il fait de la politique. Et moi je vous réponds : Politiques à bien courtes vues sont ceux qui ne savent pas que la politique, dans ses fondements et dans ses sommets, confine à la morale, et que c'est le droit, la mission et l'honneur du Pape d'éclairer les consciences, de proclamer le devoir à la face des peuples et des souverains, d'élever la voix dans le monde pour la vérité et pour la justice !

“ Il fait de la politique : mais est-ce pour ébranler les sociétés ou pour les affermir sur leurs bases ?

“ Il condamne la violence brutale du fait et l'iniquité triomphante. Il défend l'inviolabilité du droit et de la justice ; l'inviolabilité du serment. Il maintient le respect du pouvoir, et ces principes tutélaires en dehors desquels il n'y a point de paix et de sécurité pour aucun pays.

“ Il condamne le droit à l'émeute, la souveraineté du but, et ces doctrines insensées qui sont vos périls, à vous, sociétés modernes, et qui font qu'un peuple n'est jamais sûr du lendemain.

“ A qui ferez-vous donc croire, parce que le Pape condamne la violence brutale du nombre, et ne veut pas qu'on réduise tout le droit à un pur fait de majorité quelconque, qu'il condamne les constitutions fondées sur le suffrage universel ? Non. Le Pape, de sa voix souveraine, proclame et revêt de l'autorité la plus haute, la grande vérité sociale et morale, que des sophistes comme J.-J. Rousseau ont pu méconnaître, mais que les sages de tous les temps ont saluée : le nombre seul ne fait pas le droit.

“ Est-ce que les plus effroyables tyrannies n'ont pas été exercées souvent sur la terre au nom des majorités ? Et s'il y a le despotisme des souverains, n'y a-t-il pas aussi le despotisme plus tyrannique et plus cruel quelquefois des assemblées ?

“ Est-ce qu'on ne peut pas fausser des comices comme tout le reste, et ne s'est-il jamais vu dans le monde de tristes comédies jouées au nom du suffrage universel ?

“ Mais y a-t-il réellement, je vous le demande, une forme quelconque de gouvernement que l'Église repousse ?

“ Non, l'Église est catholique, c'est-à-dire de tous les temps et de tous les lieux. Et elle ne demande qu'une chose : remplir sa mission, et vivre en paix avec tous les gouvernements du monde. C'est pourquoi, méconnaissant sa pensée sur ce point comme sur tant d'autres, on nous fait ici des reproches si contradictoires, et tour à tour on nous accuse tantôt d'être incompatibles avec les gouvernements, et tantôt d'être complices de tous les pouvoirs.

“ La vérité est que l'Église n'est inféodée, par sa nature, à aucune forme de gouvernement, et les accepte tous, pourvu qu'ils soient justes ; ce qui ne veut pas dire assurément qu'elle voit avec indifférence les peuples bien ou mal gouvernés, et qu'elle interdit à ses enfants le patriotisme.

“ Mais tous les gouvernements ont des formes changeantes : et l'Église ne s'inféode à aucun, parce qu'elle est éternelle et universelle.

“ Tous les gouvernements sont relatifs et imparfaits. Il y a longtemps que l'on dispute parmi les hommes sur la meilleure forme de gouvernement, et vous pouvez relire dans Hérodote déjà de curieuses discussions sur les avantages et les inconvénients respectifs des démocraties, des oligarchies ou des monarchies. L'Église habite une région supérieure à ces discussions : républiques, monarchies, empires, elle n'entre pas dans ces questions ; toutes ces diverses formes politiques sont laissées au libre choix de ses enfants ; j'ose dire qu'il n'y a pas à cet égard d'esprit plus libéral que le sien.

“ Et c'est ce qui rend si admirable cette unité supérieure des âmes qu'elle a su créer dans la plus entière liberté, par-dessus toutes les divisions et toutes les disputes humaines, l'unité toute morale des croyances. Soyez de toutes les formes politiques que vous voudrez, de tous les pays et de tous les régimes sociaux que vous voudrez, l'unité catholique vous reste ouverte. Il y a depuis dix-huit siècles, le spectacle de cette grande unité dans le monde. C'est divin. Mais que cette large tolérance de l'Église l'oblige à consacrer les abus, à interdire les progrès véritables et les améliorations nécessaires dans

ces choses éminemment perfectibles, c'est une puérilité de le penser.

“ Comment donc, avec un esprit aussi libéral, une constitution aussi large, l'Eglise serait-elle l'ennemie de la liberté politique ?

“ Parlez-vous de liberté illimitée ? Mais où et quand avez-vous rencontré dans l'histoire cette chimère ?

“ Où en êtes-vous vous-mêmes en fait de liberté ? Souffrez que je vous le demande.

“ Pour moi, j'ai horreur des révolutions violentes, et l'étude que j'en ai faite a saisi mon âme jusque dans ses profondeurs. Et toutefois, je le dis hautement, je suis de ceux qui ont confiance dans les libertés civiles et politiques, et de ceux qui en espèrent le progrès pacifique dans mon pays. Je suis de ceux qui tentent loyalement cette expérience laborieuse, péril et gloire du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais soyons modestes ! Est-ce que cette expérience est terminée ? Est-ce qu'elle a réussi ? Je compte dans ma vie dix révolutions, et dans mon diocèse au moins six partis opposés. On lit tous les jours dans les journaux que la moindre liberté est un péril. Le plus fort des gouvernements, sur le territoire le plus unitaire, ne laisse pas s'assembler vingt citoyens, ni se concerter trois évêques, ni se fonder sans difficultés une école de petits enfants, ni passer entre les lèvres d'un prêtre la bulle d'un Pape. Nous en sommes là, soixante-seize ans après 89, et les fameux principes de cette année-là sont toujours, sous bien des rapports, à l'état d'idéal encensé, mais inappliqué.

“ Vous-mêmes, avocats bruyants de la liberté, dans quels étranges oublis de la liberté tombez-vous sans cesse, en ce qui nous regarde ? Si quelques citoyens s'assemblent pour s'occuper d'opérations électorales, et tombent sous le coup de la loi qui interdit les réunions de plus de vingt personnes, nous catholiques, nous gémissons de cette défaillance de la liberté. Vous, si on nous frappe, si on nous prescrit le silence, si on nous condamne en conseil d'État, les blessures de la liberté en nos personnes ne vous touchent guère, et on surprend quelquefois vos applaudissements. Je pourrais vous dire ici en détail toutes les mesures peu libérales que vous avez demandées ou approuvées contre nous. Voilà où vous en êtes vous-mêmes, en fait de libéralisme.

“ Puis, vous vous étonnez que le Pape, attaqué, bafoué, menacé chaque jour au nom de la liberté, se retourne contre ce mot à double entente. Et saint Pierre, son immortel prédécesseur, ne stigmatisait-il pas déjà cette fausse liberté, qu'il appelait *velamen malitiæ* ! Vous vous étonnez que, voyant remuer la terre sous vos expériences, il se défie encore, et vous vous écriez : “ Non, ses principes sont incompatibles avec les nôtres, ils sont inapplicables...”

Est-ce que les vôtres sont appliqués ? Est-ce que vous proclamez autre chose qu'un idéal dans les nuages ? Est-ce que vous n'êtes pas forcés, fiers philosophes, d'accepter la distinction qui vous choque si fort chez les théologiens, la distinction entre la thèse et l'hypothèse, la théorie et l'application !

“ Et aux chrétiens et à tous les hommes sages et non prévenus, je dirai :

“ Rappelez-vous que Celui qui parle est le vicaire de Dieu sur la terre, respectez même ce qui vous embarrasse, consultez les évêques et non les journaux, et, vous soumettant de cœur et avec respect à ce que dit le Saint-Père, rappelez-vous avec reconnaissance ce qu'il ne dit pas.

“ Il ne dit pas qu'il a, lui aussi, essayé, le premier, de donner la liberté au peuple qu'il gouverne.

“ Il ne dit pas qu'il a béni les efforts de ses enfants, qui se sont servis de la tribune et de la presse pour obtenir la liberté religieuse et entraîner la France à la défense du Saint-Siège. (Brefs de Pie IX à M. de Falloux et à M. de Montalembert.)

“ Il ne dit pas qu'il a béni O'Connell, béni le père de Ravignan et le père Lacordaire, qui ont fait rentrer les ordres religieux en France, en invoquant les droits de la liberté et du citoyen, qu'il a béni l'Irlande, consolé la Pologne.

“ Il ne dit pas qu'il a ressuscité l'Église d'Angleterre et l'Église de Hollande, et fondé plus de vingt diocèses aux États-Unis et dans les missions lointaines, établissant la hiérarchie catholique au sein et sous la protection des libertés publiques.

“ Il ne dit pas qu'il a toujours considéré parmi ses meilleurs serviteurs les écrivains, les députés, les orateurs de la France, de la Belgique, de l'Espagne, de l'Italie, de l'Allemagne, qui ont loyalement tenu les serments loyalement prêtés aux constitutions de leurs pays : Félix de Mérode, Charles de Montalembert, Alfred de Falloux, François de Corcelle, Donoso Cortès, Daniel O'Connell, de Theux, Albert de Broglie, Dechamps, Paul Sauzet, de Riancey, Augustin Cochin, Anatole Lemercier, Armand de Melun, Keller, et tant d'autres, sans parler d'un Brignole défendant jusqu'à la fin l'Église au parlement piémontais, ou d'un Talbot, ou d'un Norfolk, sans parler encore de ce courageux ministre assassiné à ses pieds, Rossi !

“ Il ne dit pas que, toujours généreux, et toujours indulgent autant qu'inflexible, il aime du cœur le plus tendre l'Italie, et ne souffre pas qu'on lui parle de se réconcilier avec elle parce qu'il sait bien qu'il n'a jamais cessé de l'aimer.

“ C'en est assez ! Puisque vous n'avez pas, chrétiens, la libre

parole de vos évêques pour vous aider à comprendre la parole pontificale, je vous adjure au moins d'interpréter le langage du Saint-Siège, comme il convient, par la conduite même de Pie IX.

“ En acceptant ses paroles, imitez ses actes et dissipez ainsi les vains fantômes que des exagérations calculées voudraient rassembler et agiter autour de vos âmes.”

Ajoutons ici que nous, catholiques du Canada, nous sommes plus heureux que nos frères les catholiques de France, puisque, outre le spectacle de l'admirable conduite de Pie IX, nous avons encore pour nous instruire, nous édifier et nous fortifier dans notre foi, la parole toujours si religieusement écoutée de nos vénérés Évêques.

D. H. SENÉCAL.

---

# CONSIDÉRATIONS

SUR LES

## NOUVEAUX CHANGEMENTS CONSTITUTIONNELS

DE L'AMÉRIQUE BRITANNIQUE DU NORD.

(SUITE.)

### IV

Cependant, le seul élément de prospérité matérielle n'est pas l'unique, ni le principal résultat que nous devons attendre de la confédération des colonies de l'Amérique Britannique du Nord. A quoi nous servirait-il d'être la nation la plus riche, la plus industrielle, la plus civilisée du continent, si nous sommes exposés au moindre différend à être ravagés et conquis ? Que nous importeraient la fécondité inépuisable de notre sol, nos ports magnifiques, nos canaux, nos voies ferrées et nos cités manufacturières, si nous ne pouvons faire respecter notre pavillon sur toutes les mers et protéger nos nationaux sur tous les marchés ?

Il y a donc un autre élément de grandeur, ou plutôt de vie nationale que la richesse publique, cet élément c'est la force, qui n'est pas à elle seule la justice et le droit, mais qui en est l'instrument et la sanction la plus efficace. Examinons dans quelle condi-

tion les provinces se trouveront en possession de la plus grande somme de puissance matérielle, et pourront le mieux, par conséquent, conserver la paix au dehors et au dedans, et pourvoir à leur armement.

L'expérience démontre que le nombre des guerres est en proportion du nombre et de l'importance des causes soit réelles soit supposées qui les font éclater. Plus un pays a de force d'expansion et plus ses voisins sont puissants, plus il excite leurs jalousies et leurs convoitises.

“ Les nations voisines, dit l'abbé Mably, sont naturellement ennemies les unes des autres, à moins que leur faiblesse commune ne les force à se confédérer, et que leur constitution n'empêche ces disputes de voisinage et cette jalousie secrète qui font que tous les états sont disposés à s'agrandir aux dépens de leur voisins.”

Si le voisinage est toujours à craindre en thèse générale, combien ne l'est-il pas davantage entre un pays faible, désorganisé, comparativement pauvre et un autre déjà puissant, riche, nombreux et ancien ! Au lieu de représenter un élément de force et de résistance en cas de guerre, c'est au contraire un élément de faiblesse que nous offririons, un pays aussi facile à ravager que difficile à défendre et à garder. Car, il ne faut pas se le dissimuler, notre situation à cet égard est extrêmement inférieure et humiliante.

Mais, diront quelques-uns, est-ce qu'une simple alliance offensive et défensive entre les provinces, soit indépendantes, soit colonies, n'offrirait pas toutes les garanties désirables de force et ne nous procurerait pas tous les avantages du régime fédéral sans les inconvénients ?

On a déjà fait la même objection sous une autre forme au sujet des relations commerciales à établir entre les colonies, lorsqu'on a demandé si un *Zoll-Verein* ne donnerait pas des résultats identiques à ceux d'une confédération, sans en entraîner les frais. Nous avons répondu que l'unité des intérêts commerciaux ne pouvait provenir que de l'unité des intérêts politiques ; il en est de même des intérêts militaires.

Et d'abord, quoiqu'on fasse, cette alliance devra s'effectuer entre des pays dont les uns sont plus forts et les autres plus faibles, première cause de difficultés. D'un autre côté, pour peu qu'il y ait différence de civilisation et de langage entre les alliés, les uns ne seront-ils pas toujours obligés de se soumettre aux plus nombreux, sinon aux plus importants ? En troisième lieu, à qui écherra le commandement des armées ? Quel tribunal jugera de la gravité de

l'insulte ou des torts causés à l'un des alliés? N'est-il pas à craindre que, les mêmes pays et les mêmes intérêts étant toujours ceux qui sont menacés, il n'y ait lenteur ou même répugnance chez les autres à se sacrifier sans cesse et sans bénéfice direct?

On ne niera pas que les colonies révoltées de la Nouvelle-Angleterre n'aient commencé en 1775 leur guerre d'indépendance sous d'excellents auspices et qu'il n'y ait eu entr'elles communauté parfaite d'enthousiasme, puisqu'après avoir élu Washington commandant-en-chef de toutes les armées américaines, les membres du Congrès décrétèrent à l'acclamation "qu'ils l'assisteraient et le supporteraient de leur sang et de leurs fortunes dans la défense des libertés américaines." Quelle fut la durée d'un si beau feu? La guerre était à peine commencée qu'il fit place à des sentiments contraires, et on ne sait ce qu'il serait advenu de cette noble cause si les colons révoltés n'avaient pas eu à leur tête un Washington et devant eux un ennemi mal soutenu, séparé par 1300 lieues de son pays, et si la France n'était pas venue les aider de ses deniers et de son sang. Il fallut à Washington plus que du génie et à la liberté plus que la sanction humaine, pour avoir triomphé du manque d'hommes et d'argent, de la discorde, des soupçons, des reproches, des accusations et des difficultés de toute espèce que leur suscitérent les jalousies et les tiraillements des colonies elles-mêmes. D'où venait ce manque d'union et ces hésitations à faire des sacrifices de la part des colonies, sinon de l'absence de lien suffisant entre elles. Aussi, le premier soin des hommes d'état américains, après qu'ils eurent assuré l'indépendance de leur pays, fut-il d'assurer également son union et d'affermir sur des bases plus solides l'existence de la république, en lui donnant une constitution qui fut regardée comme un chef-d'œuvre de politique et de liberté. Tout sage, tout élaboré que fut ce régime, il dut cependant laisser du jeu à l'égoïsme, puisqu'à plusieurs reprises la constitution fut mise en danger par des conflits d'intérêts.

En 1812, le président des États-Unis, revêtu par la constitution du droit d'appeler les milices américaines au service actif en cas d'insurrection ou d'invasion, donna l'ordre aux contingents du nord de se porter sur les frontières. Qu'arriva-t-il? Le Connecticut et le Massachusetts, dont la guerre lésait les intérêts, refusèrent net de laisser marcher leurs milices, et inventèrent nous ne savons plus quel prétexte absurde pour couvrir leur défection.

Si de pareilles résistances se manifestent au sein d'un pays comme les États-Unis, combien à plus forte raison se retrouveront-elles

dans une simple alliance offensive et défensive de plusieurs états indépendants et nécessairement jaloux les uns des autres ?

Il n'y a pas à se le cacher, la guerre entre les États du Nord et du Sud de la république voisine a fait entrer la politique internationale du continent américain dans des voies nouvelles. L'ère de la colonisation pacifique est finie et l'ère militaire commence pour l'histoire des peuples du Nouveau-Monde. Quelque soit le résultat de cette lutte fratricide, le Nord restera armé et obligera ses voisins de faire de même. Ses conditions se trouvant complètement changées, ses aspirations et ses tendances devront changer aussi ; sa dette égalera celle des nations les plus riches de l'Europe ; sa constitution restera modifiée dans le sens unitaire, et sa situation économique, bouleversée de fond en comble, l'obligera de créer, coûte que coûte, de nouveaux débouchés à son commerce et à son industrie. Or, parmi les débouchés qui s'offrent le plus naturellement aux États du Nord pour remplacer ceux du Sud irrévocablement affaiblis sinon perdus, se trouvent les provinces anglaises. La Colombie barre à ceux-là le chemin du Nord-Ouest sur la route du Pacifique, le Canada leur dispute le trafic de leurs propres états de l'ouest, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve l'industrie des pêcheries : quelles occasions plus fertiles en disputes ! Et puis, la population de ces colonies est sans manufactures, sans marché intérieur, sans défense ; le territoire à coloniser y est encore immense ; le sol en est riche, les mines de toute espèce y abondent : est-ce qu'une conquête comme celle-là ne dédommagerait pas amplement les États du Nord de toutes les pertes que leur a fait éprouver la guerre actuelle ?

Qu'on ne nous accuse pas de créer des situations à plaisir, car ce raisonnement, nos voisins l'ont déjà fait maintes et maintes fois pour d'autres pays, et chaque fois il leur a réussi. On sait par exemple qu'au commencement de ce siècle, les États-Unis, frappés de l'immense étendue de territoire et du magnifique débouché que leur donnerait l'annexion de la Louisiane, qui comprenait alors tout le bassin du Mississippi et le versant ouest des montagnes de Virginie jusqu'à l'océan Pacifique, résolurent d'attacher cette riche étoile à leur jeune drapeau. Voici le raisonnement aussi simple et clair que précis de Thomas Jefferson, alors président, écrivant à ce sujet à M. Monroe, ambassadeur des États-Unis à Paris :

“ Si nous ne pouvons faire l'acquisition de la Louisiane de bon gré, il ne nous reste plus qu'à nous préparer à la guerre et “ l'époque n'en saurait tarder.”

La guerre n'eut pas lieu, car la Louisiane fut déclarée territoire américain peu de temps après.

Que l'annexion libre ou forcée des colonies anglaises soit dans les plans et dans les vues des États du Nord, c'est ce que personne ne saurait nier : — que nous puissions résister aujourd'hui à leurs armées avec l'aide de l'Europe, est une vérité non-moins évidente ; mais que, livrées à elles-mêmes dans un avenir plus ou moins éloigné, sans union politique, sans organisation puissante, les colonies puissent soutenir la lutte, voilà ce que personne n'osera soutenir, et c'est là le malheur qu'il s'agit de conjurer en ce moment, au prix même des plus grands sacrifices.

Mais la confédération des droits et des intérêts provinciaux n'aurait pas seulement pour résultat de faire respecter notre autonomie, et rechercher notre amitié et nos alliances au dehors, elle serait encore le plus sûr moyen d'assurer la paix au dedans. Car, qui oserait prétendre que l'harmonie pût durer longtemps entre les provinces après qu'elles seraient devenues souveraines et indépendantes ? Tout ne tendrait-il pas, au contraire, à exciter leur rivalité et à rompre entr'elles la bonne entente ? La forme même de leur gouvernement, les diversités de race et de religion, les relations de voisinage et mille autres questions d'intérêt secondaires peut-être mais suffisantes pour réveiller les animosités nationales, ne s'y prêteraient-elles pas ?

Mais, dira-t-on, il sera de l'intérêt de tous les états de cultiver entre eux les bons procédés, la concorde et la bonne foi ; dès lors pourquoi assombrir à dessein l'avenir et vouloir se persuader que la paix sera incompatible entr'eux ?

Sans doute, il est de l'intérêt manifeste de tous les peuples de vivre en paix les uns avec les autres, mais, et c'est là précisément la question, toute la difficulté vient de ce qu'on n'entend nulle part cet intérêt de la même manière.

Si donc les jalousies, la différence des races, les ambitions commerciales, les disputes territoriales, les alliances avec l'étranger sont autant de causes réelles de guerre, où pourront-elles se retrouver en plus grand nombre qu'au sein de ce vaste territoire fractionné en une multitude de petits états ?

L'histoire nous apprend le sort malheureux des petites républiques de la Grèce et de l'Italie déchirées par les factions, sans cesse aux prises avec l'ennemi de leur liberté au dehors et avec la tyrannie au dedans ; — et même, sans aller si loin, qui ne sait, qu'à peine sorties de leur guerre d'indépendance, plusieurs des colonies de la Nouvelle-Angleterre, telles que la Caroline du Nord, la Pensylvanie,

le Connecticut et le Massachusetts, entrèrent en difficultés entre elles, et que la liberté qu'on venait de gagner au prix de tant de sang et d'efforts en fut un instant mise en danger ?

A part ce que nous pourrions appeler les causes matérielles de guerre entre les provinces, il en est d'autres qui agissent plus constamment sur une société en ce qu'elles ont leur point de départ dans les passions mêmes de l'homme. Ces causes sont l'orgueil national, l'esprit de domination et l'ambition du pouvoir soit chez les gouvernants, soit chez les gouvernés. Les pays peu importants ont ce funeste inconvénient de ne pouvoir satisfaire l'ambition de leurs hommes d'état, et l'histoire de tous les peuples enseigne que la plupart des guerres sont dues aux passions de quelques individus. La paix serait presque impossible entre les provinces par suite de toutes ces causes, soit générales, soit particulières.

## V

Il s'agit maintenant de savoir quelles seront les conséquences de cet état toujours prochain de guerre, en supposant, ce qui d'ailleurs est peu probable, que les États-Unis n'en profitent pas pour venir s'interposer et mettre le holà ?

Ces conséquences seront de deux espèces, politiques et économiques. L'expérience prouve une chose, en effet, c'est que le danger a toujours fait adopter, même par les nations les plus attachées à la liberté, des institutions propres à la détruire plus tard. Le besoin de se défendre pousse à la centralisation des pouvoirs, et l'un des malheurs de la guerre est d'augmenter toujours et partout les attributions de l'exécutif au dépens du corps législatif. Sous l'aiguillon de maux plus grands, on voit les petits pays chercher par tous les moyens à se créer des alliances et se donner souvent par des traités ruineux l'appoint de forces qui leur manquent pour résister à un ennemi plus fort et plus riche. Comme preuve de ce que nous avançons ici, et sans aller plus loin, à quoi devons-nous le principe essentiellement centralisateur sur lequel repose le projet de constitution dont on parle en ce moment, comme devant être mis devant les Chambres canadiennes, <sup>1</sup> sinon aux nécessités de voisi-

<sup>1</sup> On voit par ces quelques mots que les études politiques que la *Revue* publie en ce moment datent déjà de quelques mois, et que c'est au manque d'espace seul que nous devons de ne les avoir pas livrées plus tôt à la publicité.

nage, aux craintes légitimes qu'inspire la politique peu scrupuleuse d'une grande nation limitrophe.

M. Brownson a fait sur cette matière des considérations trop justes pour que nous puissions résister à la tentation de les citer ;<sup>1</sup> nous traduisons :

“ Mais ce que nous craignons surtout, c'est de perdre au milieu de la réaction qui se fera (après la guerre) dans le sens de l'unité nationale, les droits et l'indépendance des États formant aujourd'hui la base de notre système politique. Nous craignons que l'élément fédéral ne soit virtuellement éliminé, que notre république ne se transforme en république consolidée (union législative) et que les gouvernements des divers États ne soient plus que de simples préfectures tenant leurs pouvoirs en ligne directe, non du peuple américain, mais d'un gouvernement central, suprême, tout-puissant comme l'Empire français ou le nouveau Royaume de l'Italie..... Toutes les guerres ont des tendances centralisatrices, par la raison qu'elles exigent une concentration de pouvoirs entre les mains du gouvernement.”

Nous n'avons pas besoin d'appuyer sur l'importance que l'on doit attacher à ces paroles de l'un des plus grands publicistes américains de notre époque, écrivant au milieu des troubles et des désordres de la guerre civile qui désole son malheureux pays et ne pouvant s'empêcher de faire à ses concitoyens de tristes prophéties sur l'avenir sombre qui se lève pour l'Union et les libertés américaines. Ces quelques lignes en disent plus que tout ce que nous pourrions écrire sur le même sujet ; elles ont à la fois pour elles l'autorité d'un nom illustre, d'un talent incontestable et de faits palpables, actuels, évidents.

Ainsi donc, comme il est bien établi que là où les chances de guerre sont plus nombreuses là aussi la liberté est plus exposée, il s'ensuit que nos droits civils et politiques seront beaucoup mieux sauvegardés à cet égard par le régime fédéral que par tout autre régime, car il n'y a que la Confédération qui puisse faire des provinces anglaises un pays assez grand, assez puissant et assez riche pour ôter à nos voisins l'idée de nous attaquer à propos de rien.

Ce n'est pas tout. Nous n'avons vu qu'un des résultats de la guerre : mais chacun sait que c'est à cette cause que l'on doit rapporter les dettes énormes des gouvernements européens et les immenses retards éprouvés par l'agriculture, le commerce et le progrès matériel d'une nation longtemps en guerre. Aussi, un des

<sup>1</sup> *Are the United States a nation?*—Brownson's Quarterly Review, p. 415 ; October, 1864.

hommes éminents de la première république américaine effrayé du peu de soin que ses compatriotes mettaient à se garder du retour des guerres terribles qu'ils venaient de traverser, écrivait-il, pour les engager à adopter la nouvelle constitution de 1789, ces paroles mémorables :

*"Safety from external danger is the most powerful director of national conduct."*<sup>1</sup>

Et si les suites de la guerre sont si funestes pour un grand pays, à combien plus forte raison le sont-elles pour un peuple jeune, peu nombreux et ne disposant après tout que de peu de ressources ?

Il y a des probabilités que nous pouvons conjurer, et parmi celles-là se trouvent, au premier rang, la faiblesse et la désunion dans notre organisation politique. Pour cela, nous n'avons pas autre chose à faire que de rattacher les provinces à un même gouvernement et de leur donner à toutes les mêmes intérêts généraux ; nous les empêchons ainsi de devenir la proie de l'étranger ; nous détruisons la cause unique de leurs divisions intestines, et nous assurons à jamais parmi eux l'amour de la justice, la prospérité des citoyens et la protection efficace de leur droits civils et religieux en tout temps et en tout lieu. Si l'étranger voit un pays dont toutes les parties sont également heureuses et prospères ; s'il y voit fleurir l'activité, l'industrie, l'agriculture et les arts ; s'il n'aperçoit de tous côtés que des populations riches, nombreuses et fortement constituées par les croyances religieuses et la famille, soyons bien convaincus que loin de chercher à troubler un pareil état de société il travaillera au contraire à se rendre la nation favorable par des égards et des alliances.

## VI.

Nous avons examiné quelques-uns des effets de la guerre entre les provinces elles-mêmes, entre les provinces alliées momentanément.

1 Si l'on nous objectait que le régime fédéral n'a pas empêché les guerres intestines chez nos voisins et que par conséquent il ne pourra de même que les retarder ici et nullement les empêcher, nous répondrions que la constitution des États-Unis n'a d'abord été faite que pour 13 états, formant un territoire très-restreint, et nullement pour l'immense république de nos jours. En second lieu, la guerre actuelle des États-Unis ne peut prouver qu'une chose, à savoir que la constitution était défectueuse et nullement le régime. Cela est si vrai que ses plus illustres auteurs, Hamilton, Madison, Jay, Jefferson, Adams et Washington ne l'envisagèrent jamais autrement que comme *une grande tentative*—*a great experiment*.

Ainsi donc l'application erronée d'un système ne prouve rien contre le système lui-même. (*Note de l'auteur.*)

ment et les États-Unis, et enfin entre la Confédération des provinces et les États-Unis, et nous avons vu que c'était dans le dernier cas qu'elle était le moins à craindre, parcequ'elle était le moins possible et en tout cas le moins désastreuse. Il reste encore une considération à faire, c'est celle de l'armement du pays et des frais d'organisation militaire soit en hommes, soit en fortifications, soit en marine.

“ Les gouvernements, dit le Chevalier de Beaujour, ne doivent jamais déclarer la guerre que pour une cause juste, mais ils doivent être toujours prêts à la faire. <sup>1</sup> ”

Or, en quoi consiste cette préparation à la guerre qui seule assure la paix ? Elle suppose d'abord un pays, sinon vaste, du moins assez grand pour contenir une population homogène de plusieurs millions, et assez avancé pour pouvoir consacrer, à un moment donné, des ressources considérables à son armement. Voyons si la population et les finances de chacune des provinces peuvent suffire séparément à organiser des moyens de défense capables, en cas d'indépendance, de tenir tête à un ennemi puissant et aguerri.

D'après des statistiques récentes, l'île du Prince Édouard renferme 10,070 hommes capables de porter les armes, Terre-Neuve 14,910, le Nouveau-Brunswick 31,500, la Nouvelle-Écosse 41,320 et le Canada 470,000 : total, 567,800 pour les cinq colonies. D'un autre côté, les finances de chaque province pour 1862 étaient de \$584,638 pour Terre-Neuve, de \$129,272 l'île du Prince Édouard, de \$692,230 pour le Nouveau-Brunswick de \$1,127,298 pour la Nouvelle-Écosse et de \$9,760,316 pour le Canada : total, \$12,293,754. C'est donc un total d'environ un demi-million de soldats et d'un peu plus de douze millions de revenus que représentent les provinces réunies. On ne peut nier, qu'avec de telles ressources il ne soit possible avec de la prudence et une organisation habile d'inspirer quelque respect.

Si donc, comme tout le porte à croire, il nous faut effectuer l'armement des provinces par la composition d'une armée permanente et la construction d'ouvrages de défense, le seul moyen d'y arriver est de réunir nos ressources et de ramener tout notre système militaire à un plan uniforme. A l'heure qu'il est, sans fortifications à peine et presque sans armée, la guerre entre ce pays et les États-Unis serait la calamité la plus désastreuse possible. Les guerres en Europe se bornent au siège de quelques places, et presque jamais l'ennemi ne pénètre dans l'intérieur. Ici, au contraire, l'immense

<sup>1</sup> *Sketch of the United States of North America at the commencement of the 19th century, from 1800 to 1810, &c. ; by Le Chevalier de Beaujour, late french Consul General in the U. S. &c., &c.—Translated from the french by W. Dallou, 1814, page 64.*

développement de nos frontières n'offre rien ou presque rien qui puisse arrêter la marche d'une armée d'invasion et l'empêcher de porter le ravage et la ruine au cœur même des populations.

Supposons, en effet, que la guerre éclate aujourd'hui ; sera-ce contre des soldats que l'ennemi viendra se heurter ? Nous n'en avons pas ? Sera-ce contre nos fortifications et nos places fortes ? A part Québec capable de résister à un coup de main, où sont nos travaux de défense ? Ce serait donc sur la population, sur l'industrie, sur les campagnes, sur les villes ouvertes, sur le capital même du pays que s'abattraient les armées ennemies. Avant même que la nouvelle des hostilités fut rendue en Angleterre, l'envahisseur aurait le temps de porter le fer et le feu d'un bout de la province à l'autre et de ruiner à jamais peut-être son commerce et sa prospérité matérielle. La guerre la plus cruelle et la plus terrible n'est pas celle qui se fait armée contre armée, généraux contre généraux, mais bien celle qui éclate entre une nation militaire et un peuple sans défense, entre un pays fortifié et un autre qui ne l'est pas, parce qu'alors elle attaque et ravage la société dans ses sources les plus vitales et les plus fécondes.

Mais les milices, mais les volontaires, direz-vous ?

Les milices volontaires ou enrôlées ont sans doute leur importance dans l'organisation militaire d'un pays, mais on s'abuse étrangement en croyant qu'elles suppléent à tout le reste. Cette erreur est tellement générale qu'on nous permettra d'essayer de la détruire et de dire ici toute notre pensée.

L'art de la guerre, enseigne un auteur, ne consiste pas simplement à faire mouvoir des masses d'hommes, à les faire avancer, retraiter, se développer par la ligne la plus courte et par les moyens les plus simples, et à modifier ces mouvements suivant les qualités du terrain : car à quoi serviront ces éléments, si le soldat manque de cet esprit de discipline qui est le fruit de son respect pour l'autorité, si les chefs sont mauvais tacticiens, si les officiers manquent d'expérience et d'aptitudes, et si le corps des ingénieurs ne se compose que d'hommes inhabiles ou inexpérimentés ? Le volontaire et le milicien ne valent quelque chose que comme auxiliaires ; jamais et nulle part ils pourront remplacer les corps d'armée régulière et permanente : voilà pourquoi, tout système qui en fait le point de départ de l'armement d'un pays est absurde, faux, coûteux et ne peut que produire tous les inconvénients d'une armée sans en offrir aucun des avantages.

Il en est de même des fortifications, qui ne sont bonnes qu'en autant qu'elles sont le résultat d'un système complet, parfaitement

relié dans son tout et dans ses parties. Quelques endroits choisis et fortifiés avec grand soin feront plus qu'un tas de petites forteresses disséminées çà et là, sans jugement, sans suite, et incapables d'arrêter la marche d'une armée.

Tel est le véritable état des choses. Nous manquons de soldats et de fortifications, c'est-à-dire de tout ; notre devoir est donc de rechercher quel est le régime politique qui nous donnera les uns et les autres sans trop obérer la marche du progrès matériel. La Confédération est encore à ce point de vue le seul moyen que nous ayons de faire face à de telles exigences. Outre que les provinces isolées et indépendantes manqueraient de ressources pour opérer leur armement, la guerre y ruinerait tout, parceque, ne rencontrant aucun obstacle formidable, l'ennemi détruirait tout sur son passage, brûlant les campagnes, saccageant les villes, anéantissant les travaux publics et portant la mort en même temps que la destruction sur tous les points d'un pays peu étendu et découvert. Pourquoi les villes de New-York, Boston, Chicago, Milwaukie, Détroit et Buffalo souffrent-elles en apparence si peu de la guerre actuelle des États-Unis, qu'on ne la soupçonnerait même pas, si ce n'était le nombre d'uniformes qu'on y rencontre ? La raison en est toute simple ; ces grandes cités faisant partie d'un immense pays et d'une vaste population ne s'aperçoivent pas de la perturbation qui peut régner à quelques cents milles d'elles, précisément parcequ'elles en sont éloignées.

L'on va nous dire peut-être que l'Angleterre s'étant montrée disposée à nos protéger et à nous défendre tels que nous sommes, nous n'avons aucun besoin de donner à cette question autant d'importance ; et que si la Confédération des provinces a lieu, ce pourrait bien être pour elle un motif de nous abandonner à nous-mêmes et de rompre de suite les liens qui nous unissent à elle. Cette objection est plus spécieuse que vraie.

Par honneur national et par intérêt l'Angleterre doit nous défendre : personne n'en disconvient ; elle sacrifiera même tout pour maintenir l'intégrité de ses possessions et le prestige de sa puissance. Mais, est-ce à dire que nous devons nous croiser les bras et nous en remettre de nos destinées à la valeur de ses armées ? Ne devons-nous pas savoir que les États-Unis sont devenus eux aussi une nation militaire, et que l'issue d'une guerre entre ces deux puissances serait aujourd'hui douteuse, si l'Angleterre se trouvait obligée de soutenir seule, à plus de mille lieues de chez elle, tout le poids de la catastrophe ?

C'est précisément pour rendre leur protection plus efficace que

les autorités impériales désirent voir leurs provinces de l'Amérique du Nord se concerter entre elles et jeter d'un commun accord les bases d'une organisation militaire, sinon formidable, du moins très-suffisante.

Tant que les choses n'ont pas changé à cet égard aux États-Unis, nous n'avons pas eu à nous occuper bien sérieusement des défenses du Canada ; mais le caractère et la physionomie politique de nos voisins se modifiant essentiellement, il est devenu nécessaire pour nous d'apporter dans notre situation des changements correspondants. Le temps n'est plus où une poignée de soldats anglais appuyé de quelques milices canadiennes pouvaient refouler chez eux les Américains ; et si nous tenons à honneur de nous rappeler Château-guay, souvenons-nous qu'il nous serait plus difficile de le renouveler à l'heure qu'il est qu'en 1812.

Seule, nous le répétons, l'Angleterre ne pourrait soutenir en ce pays une guerre avec la République américaine qu'au prix des plus grands sacrifices en hommes et en argent, et le Canada, pas plus qu'aucune autre province, n'a le droit de les exiger de la métropole sans en prendre sa part.

Si nous redoutons, et à bon droit, l'annexion, si nous considérons cette éventualité comme le plus grand des malheurs qui puisse arriver à notre nationalité, à ce pays et à la civilisation de ce continent, il est de notre devoir de comprendre la partie des événements qui s'accomplissent en Amérique et d'agir en conséquence. Loin donc qu'il y ait danger pour nous de voir, en cas de Confédération, se rompre les liens qui nous unissent à la métropole, nos relations ne s'en trouveront que plus solidement constituées. Il sera bien plus facile à l'Angleterre de défendre un pays centralisé, fort, organisé et riche, que cinq ou six petites colonies divisées d'intérêts, de système militaire et comparativement pauvres.

Est-il bien vrai, d'un autre côté, que l'Angleterre soit disposée à se débarasser de ses colonies, ainsi que le veut une certaine école politique dont on exagère les doctrines à dessein ? Nous ne le croyons pas. Tant que ses colonies lui offriront comme aujourd'hui le débouché d'un tiers de toute son exportation, tant que ses colonies continueront de recevoir le trop plein de sa population et de ses capitaux, tant qu'elles seront pour elle une garantie de force au lieu d'être une cause de faiblesse, il sera de l'intérêt de l'Angleterre de conserver ses colonies. Ne nous laissons donc pas effrayer par les déclamations de quelques manufacturiers anglais mécontents de nos tarifs ; soyons au contraire bien convaincus de ceci, à savoir, que le jour où la cour de St. James décidera d'abandonner ses

colonies de l'Amérique du Nord aux États-Unis, ce jour-là l'Europe interviendra et ne souffrira pas qu'une seule nation devienne maîtresse absolue des pêcheries du golfe. Il y a là une question d'équilibre, non pas européen, mais universel.

Ainsi donc, la marche des faits et les évènements qui s'accomplissent sur ce continent nous fait un devoir des plus pressants, d'aider à la métropole à nous défendre en cas de danger ; car, nous le répétons, la face des choses a changé, et l'Angleterre seule pourrait bien se trouver vaincue dans ses colonies américaines, si jamais il prenait envie dorénavant aux États-Unis de venir l'y combattre. D'ailleurs, nous ne devons pas craindre de voir la métropole chercher par la Confédération à nous abandonner à notre propre sort, parcequ'il lui sera bien plus facile par ce moyen de nous garder qu'aujourd'hui, et que les avantages qu'elle retirera de nous iront de plus en plus en s'augmentant.

Mais, en admettant que ce soit l'intention de l'Angleterre de nous préparer par là peu à peu à l'indépendance, où est le mal ? Pourquoi insiste-t-elle tant aujourd'hui à ce que nous fournissions notre quote-part des défenses, sinon pour nous pénétrer de la nécessité où nous nous trouverons un jour de nous suffire à nous-mêmes. L'indépendance, mais c'est le terme où nous devons tendre de toute la vitalité et l'énergie de notre constitution nationale ; c'est le but le plus noble de toutes les aspirations d'un peuple, et c'est le seul moyen que nous ayons de faire plus tard en Amérique le rôle magnifique que la Providence nous a assigné : pourquoi donc ne regarderions-nous pas de ce côté avec calme et avec confiance ? pourquoi ne nous habituerions-nous pas à cette sublime perspective des grandes renommées de l'histoire universelle des peuples du monde ? Et si le secret de la puissance dans l'indépendance est l'élément militaire, ne devons-nous pas prendre au plus tôt les moyens d'organiser parmi nous cette force vive des nations ?

Écoutez à ce sujet ce qu'a dit un homme célèbre en parlant du régime fédéral appliqué aux populations du nouveau monde :

« S'il n'y avait que de petites nations et point de grandes, l'humanité serait à coup sûr plus libre et plus heureuse, mais on ne peut faire qu'il n'y ait pas de grandes nations.

« Ceci introduit dans le monde un nouvel élément de prospérité nationale qui est la force. Qu'importe qu'un peuple présente l'image de l'aisance et de la liberté, s'il se voit exposé chaque jour à être ravagé ou conquis ? Qu'importe qu'il soit manufacturier et commerçant si un autre domine les mers et fait la loi sur tous les marchés ? Les petites nations sont souvent misérables, non point parcequ'elles sont petites, mais parce qu'elles sont faibles ; les grandes prospèrent non point parce

qu'elles sont grandes, mais parce qu'elles sont fortes. La force est donc souvent pour les nations une des premières conditions du bonheur et même de l'existence. Delà vient qu'à moins de circonstances particulières, les petits peuples finissent toujours par être réunis violemment aux grands ou par s'y réunir eux-mêmes. *Je ne sache pas de condition plus déplorable que celle d'un peuple qui ne peut se défendre ni se suffire.*

« C'est pour unir les avantages divers qui résultent de la grandeur et de la petitesse des nations que le système fédératif a été créé. »

Pour celui qui aime son pays et qui voudrait le voir se dégager de plus en plus de l'atmosphère malsaine de la civilisation yankee, il est pénible de voir combien on peut tromper l'opinion et se tromper soi-même par trop de défiance ou par un manque de sens politique. Parmi les causes qui nous poussent vers l'annexion, c'est-à-dire vers l'annihilation, vers l'obscurité, vers la perte de notre avenir national, il en est une suprême, à la fois sociale et matérielle : cette cause est le voisinage.

Le voisinage de la république américaine nous étouffe parce qu'elle est grande et puissante et que nous sommes aujourd'hui isolés, faibles et pauvres. Manquant d'appui immédiat, notre industrie resté écrasée sous le bon marché et la perfection de ses manufactures ; l'activité de son commerce, sa marine marchande, les productions si variées de son climat, sa population, ses traités de commerce, son ancienneté, tout nous rend la lutte impossible : son importance nous jette complètement dans l'ombre et nous sommes effacés matériellement et politiquement par la stature et les vastes proportions de ce colosse.

Eh ! bien, il s'agit aujourd'hui de savoir si nous devons laisser faire les événements qui s'accomplissent en dehors de nos petites querelles sans chercher à en saisir la portée, sans leur demander s'ils ne nous apportent pas dans leurs replis mystérieux l'émancipation future et le triomphe de la vraie civilisation en Amérique. Les Etats-Unis se sciendent et de cette sécession sort un bouleversement complet de leurs conditions économiques ; la paix rétablie, nous avons accès non plus à un seul marché, mais à deux qui seront les états confédérés du Sud et le Mexique : or, convient-il qu'en face de cette perspective nous restions sans industrie, sans marché intérieur, sans liaison avec ceux que tout nous fait un devoir de nous attacher, sans préparation pour un tel avenir aussi magnifique, et sans efforts suprêmes pour sortir de l'ornière de nos divisions intestines ? Convient-il que sous le coup des avertissements des hommes et des choses nous nous obstinions à rester désarmés, sans fortifications, sans armée véritable pour parer aux éventualités

menaçantes du voisinage d'un pays armé, plein de convoitises et de ressentiments ?

Si, après cela, on nous dit que le *statu quo* est préférable, que la souveraineté a des fardeaux trop lourds, que mieux vaut la dépendance coloniale sans progrès, que l'indépendance avec la richesse et la civilisation ; oh ! alors, plus de discussion possible. C'est avec de pareils raisonnements qu'on endort la sécurité publique et qu'on se juge soi-même ; mais pendant ce temps, les événements marchent, entraînent, déplacent, bouleversent et révolutionnent tout sur leur passage : arrive enfin un dernier coup, et voilà qu'une nationalité disparaît à jamais sans que personne se soit même aperçu qu'elle existait.

Dans une étude prochaine, nous nous proposons de poursuivre notre thèse en essayant de prouver que les destinées du Bas-Canada, que nos institutions canadiennes-françaises, que notre nationalité enfin a plus d'avenir et de chances de s'étendre et se fortifier sous le régime fédéral que sous n'importe quel autre.

Nous nous réservons de traiter la question religieuse en dernier lieu.

JOSEPH ROYAL.

(A continuer.)

---

## CAUSERIE ARTISTIQUE

SUR

### L'EXPOSITION DE L' "ART ASSOCIATION," ETC.

---

Montréal n'est pas encore une Athènes, pour la raison banale que Paris ne s'est pas fait en un jour ; cependant, il faudrait être aveugle pour ne pas remarquer, à côté des progrès considérables que notre ville a fait dans le commerce et l'industrie, une amélioration évidente dans le goût du public. Il y a des tendances sensibles vers la perfection dans la culture de certaines formes de l'art, telles que la littérature, la musique, l'architecture et même la peinture, surtout depuis quelques années. On commence à marcher à la recherche du beau, et plusieurs chercheurs ne sont pas trop malheureux. Je ne veux pas dire que les mille et quelques cents constructions qui s'élèvent chaque année, soient des merveilles. J'en connais une devant laquelle un enfant de trois ans ne put s'empêcher de s'écrier, en la voyant pour la première fois : " Papa, ôte-moi donc cette maison-là, elle est trop laide ! " Le papa qui n'est pas un Samson et qui n'a pas contracté l'habitude de disposer aussi lestement des immeubles en général et des siens en particulier, fut obligé de dire à l'enfant terrible pour le calmer, qu'en effet la maison ne méritait pas de voir le jour, et qu'il ferait prendre son propriétaire par le plus mal lèché des *policemen* ;— pas nécessaire de dire qu'il n'en fit rien, et que le propriétaire et la propriété continuent de jouir en-

semble de cette harmonieuse corrélation qui existe nécessairement entre un créateur et une créature satisfaits l'un de l'autre.

Je ne veux pas insinuer non plus, que tous ceux qui, à Montréal, soit par vocation, soit par un accident imprévu de leur vie, font métier d'écrire de temps à autre, aient acquis le droit de faire la leçon à Racine ou à Fénelon ; que tous les joueurs et les joueuses de piano en sont arrivés à nous calmer les nerfs surexcités par l'usage immodéré et universel que l'on fait ici de cet instrument tapageur ; ah ! Dieu m'en préserve ! Je ne veux pas faire croire à ceux qui vivent loin de nous, que tous les morceaux que l'on entend dans nos églises, dans nos salles de concert et ailleurs, réjouiraient infailliblement les oreilles de Hayden et de Mozart ; que tous ceux qui achètent des tableaux soient des juges magnifiques et délicats comme Léon X, et que tous ceux qui en font soient des Raphaël. Nous possédons bien un Raphaël, qui a peint l'an dernier notre marché Bonsecours, avec force moutons, *veaux, vaches, cochons, couvées*, avec une foule de nos Perette et nos Garo, le tout exposé sous un effet de soleil couchant ; mais nous devons l'avouer avec humilité, ce Raphaël là n'est pas le bon :—j'espère que je puis dire ceci sans lui faire injure.

Ce que je veux simplement affirmer c'est que sur le tout il y a eu perfectionnement.

L'an dernier, je signalais les travaux d'une société anglaise de notre ville, l'*Art Association*, et je louais les moyens efficaces qu'elle voulait prendre pour travailler au développement du goût, pour acquérir des œuvres d'art et en faire produire à nos artistes. Cette jeune institution a ouvert le 27 février dernier sa troisième exposition annuelle par la soirée ou *conversazione* d'usage.

Tout s'y est passé avec l'ordre et la bonne entente ordinaire. Les administrateurs de cette entreprise y mettent beaucoup de zèle et d'intelligence ; aussi la foule qui se pressait dans la grande salle de l'Institut des Artisans l'autre soir, semblait agréablement impressionnée de tout ce qui a été fait. Un reflet de bonne humeur brillait sur toutes les figures.

Le Lord Bishop de Montréal, président de l'Association, à laquelle il s'empresse toujours d'apporter sa part de sympathie, fit le discours d'ouverture. Ses paroles, témoignent assez de l'intérêt qu'il porte aux œuvres d'art et l'appréciation éclairée qu'il fait de ces diverses expressions du génie humain, font suffisamment comprendre que l'Évêque Fulford est le premier patron de l'*Art Association* à plus d'un titre.

Immédiatement après cette excellente allocution, un orchestre

attaqua le premier morceau d'un programme qui devait remplir agréablement la soirée ; puis l'assemblée se mit à circuler dans tous les sens, et pendant deux heures et demie on n'entendit plus, avec les accords des violons, que ce frôlement universel de plis soyeux ou empesés, que le bruit des pas pesants ou légers, languissants ou saccadés, selon les sexes et les individualités de calibre variés qui tournoyaient dans l'espace ; par-dessus tout cela, dominaient encore les exclamations admiratives que l'on échangeaient ou qui se répétaient devant les toiles de choix, sur des tons et avec des timbres variés à l'infini. Ce concert bienveillant était sans doute bien plus harmonieux aux oreilles des auteurs que celui que les administrateurs nous donnaient pour l'occasion ; et cependant les louanges se donnaient avec beaucoup plus d'abondance que les mélodies, et on les avait pour *rien*.

Notre public est plein de bienveillance et d'amabilité, je dois le constater le premier. Il est peu de tableaux dans cette enceinte, considérable pour nous, quelque petit espace qu'il y occupe, quelque désagréable et renfrogné qu'il paraisse dans son gros cadre ou son recoin obscur, qui n'ait pas trouvé parmi les spectateurs un œil compatissant, un cœur sensible, un *beautiful* sympathiquement exprimé sur une note argentine. Et je puis affirmer que ce ne sont pas les enfants les plus deshérités de notre art adolescent qui ont été les moins bien accueillis par la foule.

Cette heureuse disposition est sans doute providentielle, dans les jeunes pays, pour favoriser les premiers pas de ceux qui s'aventurent avec des pieds novices dans une carrière difficile. Seulement cela peut avoir l'inconvénient de retenir trop tôt les artistes, dans les bornes étroites d'une vanité satisfaite. Quand le théâtre, ou quand l'occasion n'invitent pas à de grandes choses, on s'arrête volontiers devant l'admiration de son voisinage. J'en connais même qui n'ont jamais ambitionné plus que les louanges intarissables de quelques parents ou parentes facilement émerveillés.

Vers la fin de la soirée, un visiteur distingué, qui s'est acquis une réputation universelle par son éloquence et son dévouement aux œuvres philanthropiques, M. Thompson, membre du parlement anglais, fut invité à dire quelques paroles à l'assemblée.

Monsieur Thompson n'est pas exclusif, et l'habitude qu'il a prise de plaider la cause des noirs, ne lui a pas ôté tout sentiment pour les autres couleurs, même pour le blanc. Il aime la peinture et il a félicité Montréal d'avoir pu réunir autant de toiles de mérite, et autant de *fair ladies* pour les admirer. Tout le monde applaudit, c'est entendu.

Peu d'instants après, les *fair ladies* disparurent et leurs très-humbles serviteurs les suivirent : il se fit une éclipse soudaine de gaz, et les derniers et les plus ardents Mécènes durent, bon gré mal gré, prendre la porte.

Depuis, l'exposition est restée accessible au public tous les jours de 10 à 5 heures, et le soir de 7 à 10 heures.

On a bien vite constaté, en parcourant de l'œil cette réunion de petits tableaux variés, qu'aucune œuvre nationale d'une grande importance n'a vu le jour cette année ; l'exposition donne moins la preuve des progrès de notre art, que la mesure des efforts croissants que la Société fait pour activer notre vie artistique. Dans une ville comme la nôtre, où végètent quelques amants désespérés de la peinture, on ne doit pas s'attendre à être soudainement ébloui par des éclairs de génie ; à voir apparaître, dans l'espace d'un an, les splendeurs du dix-septième siècle. En Amérique, on crée bien des villes en un jour, mais il ne faut pas songer à voir surgir de ces agglomérations de peuples et d'édifices neufs, des productions d'une nature aussi relevée, qui ne peuvent être que la conséquence d'un certain ordre d'idées, de dispositions et de faits fortuits ou intelligents. Il nous naîtrait aujourd'hui cent Michel Ange que nous en aurions quatre-vingt-dix-neuf de trop, et le centième crèverait de faim ou devrait s'abandonner à la culture de la vigne ; comme fait Plamondon dans sa riante solitude de St. Charles.

Nous sommes au règne de la machine ; les faveurs de la fortune appartiennent pour le moment à tous ces héritiers de Daguerre, à tous ces enfants trouvés de l'art, nés d'un perfectionnement de la chimie et de quelques rayons de lumière.—Il faut bien que le soleil luise pour tout le monde. Quand tous ces industriels fabricants de figures seront devenues nombreux comme les étoiles du firmament, lorsqu'ils auront reproduit tout ce qui peut tomber sous les sens, quand tous les individus de quatre ou cinq générations auront fait recopier à l'infini leur portrait pris de face, de trois-quart et de profil, à toutes les époques intéressantes de leur carrière, depuis le maillot jusqu'à la dernière grimace que la mort nous fait jeter à la vie ; alors l'œuvre intelligente reprendra sans doute tout son mérite aux yeux de la foule, et l'ouvrier commencera à vivre.

Les visiteurs de l'exposition de l'*Art Association* ne doivent donc pas trop s'étonner s'ils n'ont pas trouvé une différence notable entre celle-ci et celle de l'année dernière. Le but de la société n'est pas de féconder la source du beau, mais de favoriser peu à peu son épanchement ; et son action, pour le moment, ne peut être que limitée à certains résultats, tels que ceux-ci : offrir un lieu convenable

pour faire connaître les objets d'art, acquérir quelques-uns de ces objets pour former le noyau d'une collection publique et préparer les premiers éléments d'une école de dessin, puis enfin, montrer à tous avec quel goût et quel esprit plusieurs citoyens savent user de leur fortune, en invitant les amateurs à exposer quelque fois dans le musée une partie de leur collection privée.

Ce but de l'association ainsi défini, il est facile de démontrer qu'elle a fait, cette année, un grand pas. Le nombre des membres qui n'atteignait pas deux cent l'année dernière, est arrivé à plus de quatre cent aujourd'hui ; les peintures exposées en 1864 dépassaient à peine le chiffre de 160, cette année, elles arrivent à celui de 255. Et les œuvres de mérite se montrent dans la même progression.

L'an passé, l'exposition n'est restée ouverte au public que durant trois ou quatre jours, cette année elle a duré près d'un mois. Cette simple comparaison de nombres constate suffisamment le développement de cette entreprise méritoire.

Sans doute que cette exposition de peintures, à la lueur du gaz, quelqu'intensité que l'on donne au foyer lumineux, n'est pas une heureuse invention ; d'autant plus que les tableaux restent exposés durant le jour, et que les rayons du soleil, si rayons il y a, leur arrivent dans une direction tout-à-fait imprévue quand on a d'abord disposé les objets.

Tout le monde sait, les dames surtout, combien les lumières artificielles altèrent l'apparence de certaines couleurs.

Je me rappelle un monsieur qui s'était choisi un pantalon le soir ; il avait cru le prendre brun, le lendemain il s'aperçut qu'il était violet. Jugez du désespoir ; il avait pris les chars la nuit, et à l'aurore il se trouvait à cent lieues de son tailleur ; or c'était un homme qui se serait peut-être pendu si on lui avait dit qu'on le revêtirait un jour des couleurs épiscopales. N'allez pas croire que c'était l'hon. M. Brown.

Toujours est-il bien constaté que toutes les teintes où le rouge et le jaune entrent dans une proportion notable, perdent une partie de l'effet de cette combinaison, même sous le plus brillant luminaire. Et l'on sait le rôle important que jouent ces deux couleurs essentielles dans la peinture ; on sait aussi que les tableaux sont exécutés de jour et doivent être vus au jour ; plusieurs perdent considérablement à l'exposition du soir. Mais l'administration n'a pu rien faire de mieux, pour le moment, sans doute. D'ailleurs il serait injuste aux artistes de se plaindre, ils ont tous été soumis à la loi commune.

Maintenant, si l'on ne considère que la valeur intrinsèque de l'exposition de cette année, il est aisé de constater encore un progrès

marqué sur les années précédentes. Peut-être qu'il s'y trouve moins de peintures de mérite fournies par les artistes et les amateurs de Montréal; mais, en revanche, nous avons eu l'avantage d'en voir plusieurs très-jolies, qui ont été envoyées de New-York et de Boston. Ceci est un excellent résultat.

Il fait voir d'abord, que l'action de l'*Art Association* s'étend déjà au loin; ensuite, qu'il s'établit un lien de communication entre les sociétés de ces deux grandes villes et la nôtre, puis, enfin, qu'il se forme chez nous un centre d'intelligence à côté d'un centre d'affaires, qui doit tendre à compléter et à perfectionner notre état social, et à nous assurer une importance et une gloire plus durables. Plus nous pourrions attirer au milieu de nous d'œuvres étrangères remarquables, plus nous donnerons aux hommes sensibles au beau, des moyens de comparer et d'apprendre, et aux artistes une occasion d'établir plus solidement leur réputation.

---

On trouve dans la contribution de New-York d'excellentes petites toiles de genres; entre autres, celles qui portent les noms suivants: *Le bonheur de famille, Le vieux couple, Les fumeurs, Les joueurs de cartes*, etc.

*Le vieux couple*, par Gesellechap, est un bijou dans le meilleur goût Hollandais; c'est simple, mais magistral comme tout ce que font ces charmants poètes du coin du feu. Voici toute l'histoire:

Un vieux et une vieille, Philémon et Baucis, domiciliés au Pays-Bas, cette terre de cités flottantes, sont assis seuls, l'un près de l'autre. Baucis a été malade, et elle a beaucoup de mieux; elle se tient bien encore enchâssée dans un énorme coussin qui remplit le fond de sa bergère monumentale, mais on voit bien à son teint fleuri, à ses joues déjà remplumées et aux restes d'un souper qui occupent encore un guéridon placé près d'elle, que la vertueuse épouse est sur la voie d'une brillante convalescence. Philémon, en bon mari qu'il est, s'occupe à charmer le retour de sa tendre moitié, vers la santé, en lui faisant des lectures agréables. Mais il y a dans toute lecture et dans tout lecteur une essence soporifique, comme il y a dans les corps, même les plus froids, un peu de calorique latent; et il n'est pas toujours besoin d'être noyé dans les douceurs d'un coussin pour y céder. C'est probablement ce que Baucis avait fait; car Philémon, à l'arrivée d'un passage plus piquant, est obligé, pour qu'elle n'en perde rien, de lui toucher légèrement l'épaule.

C'est tout le tableau.

Cette scène naïve est naïvement rendue ; tous les détails sont bien choisis, harmonieusement groupés, et le tout est peint avec cette morbidesse de ton, cette finesse de demi-teintes, et en même temps, avec cette vigueur de couleur locale qui sont les qualités transcendantes de l'école.

*Le bonheur de famille*, par F. Brækeleer, n'est pas une toile touchée par un pinceau aussi savant que celui qui a brossé la première, mais elle offre un épisode d'intérieur, bien aussi finement retracé.

Ici le couple heureux est au début de la carrière ; la lune de miel cependant a déjà fait plusieurs tours, depuis le mariage, puisqu'il y a trois enfants en scène. Mais l'union n'en est pas moins tendre ; au contraire. Le père ne lirait peut-être pas des histoires, pour amuser sa femme dans ses maladies ; je doute qu'il sache lire, car il n'a pas l'air d'un savant : mais il a des talents d'agrèments naturels, qu'il emploie, lui aussi, au plaisir de la famille, comme nous le montre le peintre. Il joue du violon.

Quand le repas est fini, que les plats sont livrés aux retouches des chiens et des chats du logis, que la table est libre de tout objet cassant, le père prend l'instrument favori et la mère son dernier moutard ; puis, pendant que le musicien exécute son plus vif rigodon, celle-ci travaille avec amour aux débuts peu brillants de son œuvre chérie, qu'elle n'a pas mis en toilette de bal pour l'occasion.

Cette page de la vie simple et douce d'une chaumière est parfaitement caractérisée ; et la simplicité dans le trait et dans la couleur du pinceau convient bien au sujet ; on n'a pas le droit d'exiger davantage.

*Les fumeurs*, par J. G. Brown, représentent un détail de mœurs modernes, dont plusieurs ont été les témoins ; il est familier à tous les pays. C'est la première tentative d'un vétéran de la tabagie ; car ils commencent tous ainsi. Ici, plusieurs gamins font l'essai de concert ; on est plus hardi quand on est plus nombreux. Ils sont à l'âge où l'on s'élançe à l'envie dans les champs de l'aventure. Un des vauriens a fait les frais des cigares ; et comme cela coûte cher et que de pareilles fortunes ne se présentent pas souvent, ils tiennent tous à fumer le havane jusqu'au bout. On en voit un cependant qui n'ira pas loin ; il s'appuie déjà près d'une borne, il est blême, son cœur est atteint, on touche à une catastrophe : heureusement que le peintre s'est arrêté là.

L'histoire n'est pas d'une haute portée morale, mais elle est bien racontée.

Boston ne nous a rien envoyé d'aussi remarquable ; rien des

écoles européennes ; quelques paysages américains, seulement, parmi lesquels se trouve un *Clair de lune sur l'Hudson*, assez agréable à voir ; la lune y est, c'est-à-dire, que cela ressemble à cent tableaux faits sur le même motif. Il n'y aurait qu'une variété possible à introduire dans ces sujets ennuyeux, ce serait de représenter la lune éclip­sée ; les peintres de nuit devraient songer à adopter cette variante.

Parmi les envois des amateurs de Montréal, je noterai les suivants :

*Le repas des lapins*, par Jh. Gérard ; c'est une petite composition qui attirera toujours le regard de tout le monde, parce que tout son mérite est dans le charme du sujet rendu sans efforts. On n'y remarque pas ces procédés habiles du métier, qui sont le secret du maître et qui constituent sa manière caractéristique. Mais le public n'entre pas dans ces raffinements de l'art ; pourvu que l'idée lui arrive clairement exprimée, il l'accepte satisfait.

Cette toile fait honneur au choix de M. J. Caverhill.

*L'extérieur de la chaumière* et *La dernière goutte*, sont deux petits tableaux dont la composition n'est fondée sur aucune action. Mais le travail des accessoires annonce beaucoup d'habileté, et les effets généraux sont harmonieusement combinés. Le premier est exposé par M. J. Muir, le second par M. Provis.

M. A. J. Pell avait parmi les objets de sa contribution deux bons paysages, dont un par Rd. Shayer.

Le premier plan est tout occupé par un groupe d'animaux sous un bosquet touffu de grands arbres : au milieu, un garçon de ferme monté sur une bonne vieille rosse au poil blanc, s'est arrêté pour causer un peu avec la laitière qui vient de traire les belles vaches que l'on voit ruminant sur le gazon : sous les massifs de la feuillée, l'œil fuit dans un lointain vaporeux. Il est difficile d'interpréter la nature avec plus de vigueur.

M. S. English, excellent amateur, avait à l'exposition une des plus jolies inspirations de M. Bellows, et un *Coucher de soleil sur les bords de la Tamise* par Leslie, qui est capable de rétablir la réputation d'un pays dont on a dit souvent qu'il n'avait pas d'autre soleil que la lune.

MM. McCulloch, Capt. Baynes, A. Wilson, W. Notman, ont en leur possession des œuvres de mérite, qui témoignent de leur désir de se composer de bonnes collections.

M. B. Gibb, que je ne puis pas oublier, a voulu concourir encore cette année aux succès de l'exposition de la Société, en lui adressant un des ornements de sa galerie privée. L'œuvre est de F. Brækeleer, l'auteur du *Bonheur de famille*, dont j'ai parlé plus haut : elle repré-

sente *Une partie de patin* en Hollande. Il paraît que cela ne se fait pas là, comme dans l'arène fashionable de la rue St. Catherine ; en Hollande le mari ou le papa est toujours de la bande ; et l'on n'en est pas moins gai, comme le prouve le tableau de M. Gibb. Voici comme la chose se passe, c'est le peintre qui décrit : le père se met en tête, car il tient à son rôle, il donne les mains à sa femme qu'il entraîne en avant ; celle-ci tire en arrière, c'est dans le rôle des meilleures femme de le faire quelquefois ; un ou deux rejetons s'accrochent au cotillon de la mère, et la famille joyeuse s'en va glissant sur le miroir de ses marais chéris. Je n'ai pas confronté le *Patineur* avec le *Joueur de violon* du même auteur, mais il m'est resté l'impression qu'ils se ressemblent beaucoup et qu'ils doivent être parents. C'est peut-être une parenté contractée sous le pinceau qui les a vu naître ; bien des peintres impriment ainsi des airs de famille à tous les types et à toutes les scènes qu'ils représentent. Quoiqu'il en soit, il y a évidemment en Hollande bien des types de bons maris, puisqu'il s'en présente si souvent devant le chevalet de ses artistes. Si l'on continue à nous montrer beaucoup de toiles comme celle du *Vieux couple*, du *Bonheur de famille* et de la *Partie de patin*, il ne faudra pas s'étonner de voir nos filles aller passer quelques hivers chez ces heureux Hollandais, au lieu d'aller à Québec.

On voyait encore sur les murs de la salle des Artisans, des toiles que le catalogue attribue à Renbrandt, à Marilhat, à Isabey et à Turner ; mais, quoiqu'elles portent quelques uns des caractères de la manière de ces grands maîtres, ce ne sont cependant que des œuvres très-inférieures : celle signée par Marilhat n'est qu'une étude d'enfant, et les deux pochades dont on accuse Turner d'être le père, ne sont que des rêves faits en dehors de toutes les données de la nature et des bornes du raisonnable.

Comme dans toutes les expositions de l'école anglaise, l'aquarelle occupait ici une place importante. Il me suffit d'inscrire les noms de ceux qui ont montré dans leur choix le plus de bon gout : MM. W. Notman, W. Cunningham, H. Lyman, A. Wilson et M. J. D. King, l'infatigable et zélé commissaire de l'exposition, ont dans leurs cabinet des produits charmants de cet art éphémère, dont plusieurs ont tous les mérites du genre.

Je dois encore signaler ici une œuvre spéciale et vraiment exquise de M. H. Sandham, de Montréal. C'est une illustration d'une poésie de Longfellow, le *Phantom Ship*, composée à l'encre de Chine et divisée par petits tableaux que l'auteur a distribués dans le texte. Le pinceau a ravi cet accent de mystérieuse mélancolie qui domine

dans le chant du poète. Longfellow serait charmé de voir sa pensée revêtue d'une forme aussi fidèle, aussi transparente, aussi poétique à la vue.

Notre art n'a pas présenté à l'exposition la mesure de tous les efforts qu'il a faits depuis quelques années, il ne s'est pas montré sous toutes les formes qu'il prend déjà au dehors. La sculpture et la peinture ornementales, l'architecture, sont des genres qui demandent à être étudiés non sur des plans et des dessins, mais sur des monuments déjà complétés. Trois églises ont été décorées de ce que l'on nomme ici improprement *fresques*, c'est une tentative méritoire ; j'en dirai quelque chose dans une prochaine causerie ; celle-ci a déjà trop duré, et il me faut courir à mon Amérique du Sud

N BOURASSA.

---

## LE SOMMEIL DE LA JEUNE FILLE.

---

Comme un nuage, au soir, que le rayon traverse,  
Sa paupière aux longs cils sur son œil endormi,  
Semble vouloir cacher le regard qui transperce  
Et sur son front si pur flottent l'ombre et l'oubli.

Un souffle semble errer sur sa bouche entr'ouverte :  
Ses cheveux sur son cou tombent en blonds anneaux,  
Couvrent d'un réseau d'or l'épaule découverte  
Et roulent sur son sein en brillants écheveaux.

Mais, silence... Ecoutez !... Tout bas elle murmure  
Une prière au ciel, un chant doux et pieux.  
Un sourire angélique éclaire sa figure :  
La jeune fille rêve, elle rêve des cieux.

Sur sa lèvre qui prie un nom souvent se mêle ;  
Un nom que dans son cœur fait résonner l'amour :  
" Fais qu'il m'aime, O mon Dieu, fais qu'il me soit fidèle,  
" Rends mon regard plus tendre encore à son retour."

Ainsi rêve tout bas, tout bas la blonde fille :  
Son beau front se soulève et retombe endormi.  
Au loin l'étoile d'or en silence scintille ;  
C'est l'heure où les soupirs montent vers l'infini.

D. H. SENÉCAL.

Décembre 1856.

## LES ÉVÈNEMENTS DU MOIS.

---

### ÉTUDES PARTICULIÈRES.—AMÉRIQUE DU SUD.

Les pays de l'Amérique du Sud embrassés dans un coup d'œil général, se divisent naturellement en quelques groupes distincts, déterminés par la conformation et les limites de leurs territoires, par l'état social des peuples qui les habitent, par la nature de leur climat et de leurs produits, par des affinités ou des conflits d'intérêts, par des relations hostiles ou amicales, résultats d'évènements qui datent quelque fois de loiu.

Ainsi, au centre de notre continent, sur l'isthme de Panama, sont distribués plusieurs petits états, réunis autrefois en confédération, et qui se sont depuis séparés, dont les destinées et les intérêts généraux sont identiques, produisant à peu près les mêmes choses, sous les mêmes influences climatiques. Ils occuperont tous une des plus belles positions géographiques du globe quand l'étroite barrière qui sépare les deux océans sera franchie par les pavillons de tous les peuples du monde. Et il est probable que cette époque ne sera pas très-éloignée; les dernières nouvelles font espérer que le projet de percer l'isthme de Panama, si souvent mis à l'étude, va devenir praticable. " Un ingénieur français, M. Fresnel, dit la *Revue du Monde Colonial*, paraît avoir trouvé la solution du problème vainement cherché jusqu'ici. Il aurait découvert, entre les deux mers, un faite de partage qui n'aurait pas plus de 24 mètres d'altitude sur un parcours qui ne dépasserait pas 68 kilomètres. Dans

ces conditions, le percement de l'isthme serait possible, le seuil à débayer ne serait que de 24 mètres, et une simple écluse de chasse sur le Pacifique rachèterait la différence des marées."

Il est à désirer que la jalousie des grandes nations commerciales ne vienne pas mettre ici, comme à Suez, des entraves à cette entreprise universellement utile. L'Angleterre, d'abord, y verra moins de mal, dès que cette voie nouvelle n'aura pas l'inconvénient de rapprocher la Russie et la France de son empire des Indes et des richesses de l'Asie qu'elle croyait posséder en monopole ; et puis, l'influence de la France à la Nouvelle-Grenade et au Costa-Rica n'est pas autant à craindre qu'en Syrie et en Égypte.

Il est donc probable que les cinq petites républiques qui se partagent aujourd'hui l'isthme américain, malgré leur peu d'importance actuelle, verront rayonner vers elle les ambitions et les intérêts de toutes les nations puissantes.

Aujourd'hui ces pays ne sont en réalité que de grandes municipalités, avec une population collective d'à peu près 2,326,750 habitants, répartis sur une surface de 8,225 milles carrés. Leurs importations se sont élevées en 1860 à la somme approximative de \$3,807,668 ; et leurs exportations à celle de \$8,243,605, Celles-ci consistent surtout en café, qui est d'une excellente qualité ; puis en cochenille, en tabac, en sucre, en indigo et en coton.

Le Guatémala et le Costa-Rica semblent vouloir se mettre à la tête du progrès dans l'Amérique centrale. Mais voici un incident qui pourrait bien apporter la perturbation au milieu de ces petits gouvernements et retarder leurs entreprises industrielles.

M. Barrios, ex-président du San-Salvador, qu'un parti, aidé du Guatémala, avait chassé, vient d'arriver des États-Unis et les Costaricains l'ont accueilli chez eux. Delà, protestation du Guatémala et rupture complète de relations entre le San-Salvador et le voisin trop hospitalier.

La Nouvelle-Grenade qui possède la partie la plus étroite de l'isthme de Panama, et de vastes bassins sur les deux océans, forme la tête de la seconde partie de notre continent. Si ce n'était les ardeurs excessives de son climat, ce pays serait certainement le plus avantageusement situé qu'il y ait dans le nouveau monde, pour l'avenir. Il est aussi lié d'intérêt avec ceux que je viens de nommer ; mais son histoire, ses relations actuelles et les rapports physiologiques qui existent entre lui, l'Équateur et le Vénézuëla font qu'il se relie plus particulièrement avec ceux-ci pour former un de ces groupes naturels de l'Amérique méridionale. Réunis tous trois ensemble après la conquête de l'indépendance sous un même gou-

vernement, ils se sont séparés pour former trois républiques à peu près semblables, qui n'ont pas été plus heureuses les unes que les autres. Quoiqu'elles soient les plus anciens établissements espagnols, elles sont loin d'être aussi prospères que plusieurs autres. La dernière constitution de la Nouvelle-Grenade date de 1863, et elle n'est pas très-affermie ; sa dernière révolution date encore de moins loin, car les nouvelles de février nous annonçaient que l'état de Bolivar, qui s'était insurgé dans les dernières élections présidentielles, était à peine pacifié.

Il existe une grande animosité entre le parti appelé libéral, auquel le général Mosquera avait assuré le pouvoir, et le parti nommé conservateur, que l'excentrique dictateur persécuta violemment aussitôt qu'il eut conquis la souveraineté. Les biens du clergé furent confisqués et l'archevêque banni dans une province malsaine. L'administration de M. Murillo, qui a succédé à celle du général, commençait à réparer les injustices de la précédente ; elle vient de rappeler l'archevêque exilé : mais les libéraux extrêmes sont déjà fatigués de ces mesures conciliantes et il se préparent à ramener l'ex-dictateur aux affaires.

Une guerre a eu lieu entre la Nouvelle-Grenade et l'Équateur, à la fin de 1863, et s'est terminée par un traité de libre-échange.

Dans ce dernier pays, le général Urbina, à la tête d'un fort parti d'insurgés, a tenu tête pendant longtemps aux armées de l'état. En ce moment, il est réfugié dans les profondeurs du territoire péruvien où il réorganise ses troupes.

Au Vénézuéla, une province s'était aussi mise en insurrection ; mais le maréchal Falcon a réussi cette fois à rétablir l'ordre sans tirer l'épée.—Si au moins les maréchaux du Sud savaient toujours vaincre ainsi, cela vaudrait la peine de multiplier le titre.

Ces trois états ont une étendue approximative de 1,000,000 milles carrés, avec une population collective de 4,588,270 habitants, environ. Leur importation s'est élevé en 1857, à \$11,143,808,77 ; et leur exportation à \$14,798,956,50. Les objets de leurs échanges sont assez uniformes : ce sont d'abord les fruits de ces latitudes, puis le café, le cacao, le coton, le tabac, les bois de teinture et le sucre. Les mines de la Nouvelle-Grenade fournissent encore, de plus, à son commerce, de belles valeurs en argent. Les pluies torrentielles de l'équateur rendent toutes les terres basses malsaines et la culture difficile.

Le Pérou et la Bolivie ont été longtemps liés l'un à l'autre ; mais en 1825, ces deux républiques se séparèrent, et elles ont continué leur existence à part, souvent en mauvaise intelligence ensemble et

presque toujours troublées dans leur intérieur : les révolutions se sont succédées et des combats isolés ont eu lieu presque sans interruption. L'attitude menaçante que vient de prendre l'Espagne vis-à-vis du Pérou a fait une diversion à tous ces conflits ; mais il est bien à craindre que l'appréhension du danger commun n'ait qu'une influence passagère sur ces sociétés profondément désorganisées. Le Pérou et la Bolivie n'ont pas même trouvé dans cette succession d'hommes qui sont arrivés au pouvoir, un dictateur énergique, comme il en est surgi dans la Confédération Argentine, au Paraguay et dans la Nouvelle-Grenade.

La guerre qui semblait imminente avec l'Espagne, n'aura pas lieu. Le congrès de l'Amérique du Sud, convoqué à Lima, a fini par devenir conciliant. Les affaires du Paraguay, qui occupent et compromettent le repos de tous les états voisins, ont sans doute été un puissant auxiliaire pour l'Espagne dans cette affaire. Le Pérou va payer 100 millions de réaux, montant des réclamations demandées pour une cause futile !

La Bolivie, qui est beaucoup moins florissante que le Pérou, vient de passer un traité avec celui-ci, qui sera une excellente garantie de bons rapports entre eux. Au reste, cette république, n'ayant presque pas de frontières maritimes, aucune navigation intérieure, devra toujours compter beaucoup sur la bonne volonté de ses voisins.

Les richesses minérales de la Bolivie et du Pérou sont connues, leurs autres produits sont d'une grande variété. La population des deux états dépasse 4,025,758 habitants. Les importations du premier atteignirent, en 1853, la valeur de \$9,087,880, et ses exportations, celle de \$15,865,305. Le revenu du Pérou seul, fut en 1857 de \$18,656,256 ; le guano qui appartient exclusivement à l'état, représente une somme de \$15,296,952 sur ce total.

Ce produit étonnant, en apportant l'abondance dans les trésors de son possesseur, lui attirera probablement aussi quelques désagrémens.

Cet engrais naturel est déposé sur plusieurs îles du Pacifique, entre autres, sur quelques petits archipels semés le long des côtes du Pérou, depuis des siècles, par des myriades d'oiseaux aquatiques. Il y en a des couches énormes. Les propriétés de ce produit étrange étaient connues des anciens habitants de l'Amérique, c'est d'eux que les Européens ont appris à s'en servir. Les Incas, pour favoriser l'accumulation de cette richesse facile, avaient déclaré sacrés ces oiseaux, et impies, ceux qui osaient en tuer un seul. Depuis quelques années, les Anglais et les Américains ayant reconnu dans des expé-

riences le principe fécondant de cette matière, en ont fait des achats considérables, qui ont centuplé la valeur des gisements. Aussi la possession de quelques-unes de ces îles, est-elle un sujet d'envie pour toutes les puissances maritimes.

Une simple étude de la carte géographique révèle de suite quels rapports doivent avoir ensemble le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay ; ces pays occupent, vis-à-vis du Brésil, absolument la même position qu'occuperait, vis-à-vis des États-Unis, toute la bande Sud de la vallée du St. Laurent, y compris le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et une partie du Maine, du New Hampshire et de New-York, si tous les grands affluents du St. Laurent et les lacs entraient au cœur des états de l'Ouest. Le Rio-de-la-Plata, qui se décharge à quelques milles de la pointe méridionale du Brésil, coule, dans la plus belle partie de son cours, entre l'Uruguay et le Paraguay d'un côté, et la Confédération Argentine de l'autre ; puis il entre dans le cœur du Brésil où il se ramifie dans une multitude de réseaux qui baignent toute la profondeur de cette immense contrée. Les populations disséminées dans les vallées fertiles qu'arrosent ces rivières, se trouvent séparées de la mer et de la capitale de l'empire par des solitudes considérables. Les produits de leur travail doivent donc s'écouler par le cours du Laplata ; et par conséquent faire un long transit au milieu des pays étrangers. Leur fortune dépend donc en partie des relations qui peuvent exister entre leur gouvernement et ceux de ces états, et même des complications qui surviendraient dans la politique de leurs voisins ; et dans un cas de guerre, elles ne peuvent être que difficilement protégées par les forces du Brésil. La situation de ces provinces met l'empire dans le dilemme politique suivant : ou il doit s'attendre à les perdre, ou il doit englober l'Uruguay dans son sein. La nécessité de cette alternative est au fond de la guerre actuelle de l'Uruguay. Le Brésil n'est pas tellement philanthrope, qu'il laisserait bien sans émoi les factions de cette faible république se disputer le pouvoir ; et le Paraguay n'irait pas si résolument, se mettre en travers du géant du Sud si ses intérêts les plus chers n'étaient pas en danger. En effet l'Uruguay conquis par le Brésil, le Paraguay se trouve étreint dans les frontières de l'ennemi ; les bouches du Laplata lui sont fermées, et la prospérité de son commerce ne dépend plus que de la volonté du conquérant.

Aussi, il n'a pas balancé : le corps d'intervention du Brésil avait à peine envahi le territoire de son voisin, qu'il déclara la guerre au gouvernement de Pedro II, et jeta une petite armée sur une flotille qui retraits de Laplata, vers la province de Matto-Grosso. Le Para-

guay pourrait bien trouver dans cette partie de l'empire des compensations aux succès probables des Brésiliens et de leur allié le Général Florès, dans l'Uruguay. On annonce qu'il y a des villes prises de part et d'autre : nous saurons bientôt les résultats d'une lutte qui ne peut durer longtemps.

Quels qu'ils soient, il est difficile de croire que les provinces de Matto-Grosso et de l'extrême ouest, ne finiront pas par se détacher d'un empire beaucoup trop grand pour son âge et pour ses forces. On ne peut arriver à régner sur une pareille portion du globe que progressivement, avec un système centralisateur bien puissant ; autrement l'intérêt seul et isolé des gouvernés décide de leur gouvernement. Or, l'intérêt de ces provinces les pousse invinciblement vers la république Argentine ou le Paraguay ; et elles s'y confondront, à moins que l'esclavage, qui règne encore sur le Brésil, ne soit un obstacle à leur réunion avec des états où cette plaie a disparu. <sup>1</sup>

Pour les mêmes causes, il n'est pas plus facile de prévoir, si dans le cas de la conquête de l'Uruguay et de la défaite du Paraguay, le Brésil pourra dominer facilement ces pays, à pareille distance. Pour la raison qu'ils sont plus petits, leurs populations sont plus denses et leur action plus rapide. Et les dangers du moment leur donneront peut-être l'idée de s'unir d'une manière plus intime ; la nature s'y prêterait si volontiers.

La population des deux pays était en 1858 d'environ 1,554,868 ; et leur surface quarrée de 110,000 milles, à peu près. Leurs climats sont également sains, et le sol fertile produit un excellent tabac, le sucre, le café et la *yeba maté*, qui font les principaux objets d'exportation et une partie du revenu de l'état. Les richesses minérales sont encore inconnues.

Le Paraguay, qui est de beaucoup le plus important de ces deux états, est gouverné depuis plusieurs années par un président *absolu*, Solano Lopez, homme énergique et habile.

Le Brésil, dont la plus grande longueur est de 2,540 milles et la plus grande largeur de 2,630 milles a une surface quarrée de 3,000,000 de milles, sur laquelle se trouvent établis 7,677,800 individus : dont 2,000,000 de blancs, 1,121,000 de provenances mélangées des races africaines et indigènes, 800,000 indiens civilisés, 600,000 esclaves mêlés et 2,000,000 de nègres esclaves.

On connaît les produits du Brésil, ils sont aussi variés que son

<sup>1</sup> Il y a encore des esclaves dans le Paraguay ; mais la traite est défendue et les enfants des nègres sont libres par la loi ; c'est une institution qui se meurt.

sol et son climat ; ils pourraient satisfaire à presque tous les besoins et suffire à la consommation de l'Europe entière, s'ils étaient suffisamment exploités. Il fournit aujourd'hui du café à la moitié du globe ; le sucre, le tabac, le coton, le thé, les fruits de toute espèce, les bois précieux, les pierres rares font l'objet d'une riche exportation qui se développe rapidement. On a calculé que le café et le sucre avaient rapporté plus, dans une année et demie, que la vente des diamants pendant 80 ans : l'exportation qui en a été faite en Europe en 1854 représentait une valeur de \$270,510,016. Le revenu de l'Etat en 1859, était de \$19,500,000 et la dépense de \$18,000,000.

Le gouvernement de ce beau pays repose sur le principe des monarchies constitutionnelles, secondé par le régime municipal le plus complet, appliqué sur toute la surface de l'empire. Grâce à l'énergie, à l'intelligence élevée et aux aptitudes administratives de l'empereur actuel, ainsi qu'à l'harmonie qui règne entre lui et la nation, les forces de l'empire ont pris un développement considérable depuis 15 à 20 ans. Tous les perfectionnements de la civilisation moderne sont appliqués à son industrie, à son commerce, à son éducation, et il s'avance majestueusement vers l'avenir, dans son ensemble gigantesque.

Deux questions de droit international ont compliqué les relations diplomatiques du Brésil, une avec l'Angleterre, il y a quelques années, et l'autre avec les Etats-Unis, depuis la prise du *Florida*. Les Brésiliens ont montré beaucoup de résolution et de dignité dans ces deux querelles. La première est réglée déjà depuis quelque temps, et la dernière vient de l'être. Le gouvernement de Washington a donné toutes les satisfactions que pouvait exiger l'honneur de l'empire.

L'esclavage existe encore au Brésil, et il ne manquera pas d'y laisser ses conséquences mauvaises ; quoi qu'il soit loin d'être accompagné par des lois aussi barbares, par des abus aussi révoltants, par une dégradation aussi profonde qu'il l'est aux Etats-Unis. D'abord, le noir n'est pas traité avec ce mépris qui le réduit au niveau de la bête de somme, il peut facilement recouvrer sa liberté par ses épargnes et ses bons services. On ne lui refuse pas la culture intellectuelle, et une fois libre, la société et la loi lui offrent tous les droits et toutes les jouissances du citoyen. D'ailleurs, les efforts du gouvernement et la législation tendent à faire disparaître cette hideuse institution, qui sera remplacée sans doute par une immigration puissante, que le travail asservi a toujours repoussée.

La Confédération Argentine a toujours été étroitement liée à l'histoire du Paraguay et de l'Uruguay, et ses tendances l'ont poussée sans cesse vers l'accaparement de ces deux états. Ses habiles politiques n'ont jamais manqué l'occasion de s'immiscer dans leurs querelles intestines, tantôt ils sont avec un parti, tantôt avec un autre. Repoussés enfin du Paraguay ils ont concentré dans l'Uruguay l'effort de leurs intrigues et de leurs armes, sous prétexte de contrebalancer l'influence du Brésil. On ne comprend pas dans quel but ils s'entendraient aujourd'hui avec le gouvernement de Rio-Janeiro pour écraser ce malheureux petit pays. Il n'y a pas de partage à faire avec les Brésiliens ; et les nouvelles qui nous annoncent un pareil projet ont besoin d'être bien confirmées pour que l'on y croie. Les intérêts de la Confédération l'invitent trop à tout prendre, à l'exclusion surtout du Brésil, pour qu'on ne soupçonne pas des plans cachés dans sa politique actuelle. Ce serait si beau de posséder les deux rives du Laplata, jusqu'à son embouchure ! Ce qui est le plus probable, c'est que, ne voulant peut-être pas se mettre en guerre ouverte avec le Brésil, le gouvernement Argentin irait au Paraguay, sous prétexte aussi d'y rétablir l'ordre, mais en réalité, pour n'y pas laisser son puissant concurrent y faire la police tout seul ; comme la France est allé à Rome en 49, pour empêcher les Autrichiens d'y aller.

Chez elle, la Confédération conserve quelques reliquats de dissensions. La province de Buenos-Ayres a fait bande à part, pendant plusieurs années, et les relations normales ne sont pas encore bien rétablies. C'est une jalousie, une querelle d'aristocratie et de plèbe. D'un côté, les vieilles familles et le gros commerce, concentrés autour de l'ancienne capitale, de l'autre les exploitants du sol, les conducteurs de troupeaux, les hommes rudes de la province. Ce sont eux qui ont triomphé ; ils ont donné les chefs les plus habiles à la nation, des dictateurs qui ont changé la face du pays.

La Confédération occupe une surface d'environ 780,000 milles, dans une des plus belles vallées de l'Amérique du Sud. C'est un des pays qui se développent le plus rapidement. On estimait sa population, en 1855, à 1,200,000 habitants, mais elle a dû considérablement s'accroître depuis. En 1863, l'immigration s'est élevée à 10,408, et dans le premier semestre de 1864, on constatait une augmentation de 1000 sur le chiffre de la période correspondante. Nulle part les immigrants n'ont été entourés de tant de prévenances.

L'exportation s'est élevée en 1854 à la somme de \$14,571,256. Elle est entièrement fournie par les richesses du sol, qui sont d'une variété infinie.

Le Chili est tout-à-fait isolé dans ses limites par la chaîne gigantesque des Andes, qui en fait un pays à part. Il lui a été facile d'éviter les chicanes de ses voisins, et même de ne pas en soulever chez lui. Sans profondeur, occupant une longue lisière de terre entre la mer et le versant ouest de la chaîne de ses montagnes, doté d'un climat charmant et d'une terre fertile, placé en face de l'océan qui lui ouvre des espaces sans bornes, comme pour l'inviter à aller chercher la fortune ; c'est évidemment un pays destiné aux arts de la paix. Il comprend sa mission et il s'y abandonne exclusivement.

Sa surface quarrée est à peu près de 200,000 milles, sa population s'élevait, en Décembre 1863, à 1,700,055 habitants. " L'importation de marchandises étrangères s'est élevée durant la même année à \$20,487,517 et l'exportation à \$20,118,852. Le commerce intérieur par mer s'est développé d'une manière continue et remarquable : en 1861, \$16,696,721 ; en 1862, \$23,919,972 ; en 1863, \$25,008,789." <sup>1</sup>

Je viens de dire que le Chili a su se préserver des misères politiques de ses voisins. Mais voici qu'il vient de commettre un acte de mauvais voisinage en enlevant un port de mer à la Bolivie, qui n'en a déjà pas trop, sans autre formule que celle-ci : cela m'appartient. Comme il ne craint aucun ennemi sur ses derrières, le Chili ne voit pas inconvénient à s'allonger encore. C'est ce qui le porte à jeter des établissements du côté du détroit de Magellan. Il passera bientôt sur la Patagonie. La nature a fait naître le Chilien trafiqueur et marin ; il tient à occuper la pointe de notre continent pour regarder sur les deux plus vastes océans du globe.

Je termine ici cet aperçu rapide, fait pour l'avantage des futurs lecteurs de la chronique américaine. C'est avoir passé bien légèrement sur ces vastes berceaux où s'élèvent peut-être dans une enfance tubulente les peuples célèbres de l'avenir. J'aurais pu faire une étude plus précise et donner plus de chiffres : mais je crois que les besoins de mon travail et le tempérament des aimables habitués de la *Revue* n'en demandent pas d'avantage. Il est temps que je revienne vers les zones septentrionales de notre planète : il ne s'y prépare pas de moins grands évènements.

N. BOURASSA.

<sup>1</sup> M. L. F. Clavairoz, *Revue du Monde Colonial*, fév. 1865.

# BIBLIOGRAPHIE.

---

*Mois de Marie désolée, suivi d'une notice historique sur la statue de Notre-Dame de Pitié conservée dans l'église de ce nom à Montréal.* 1

Le pieux auteur de ce petit volume a eu une bonne pensée en donnant au public dévot à Notre-Dame de Pitié, les fruits édifiants de ses méditations religieuses. Ils aideront puissamment les personnes qui ne sont pas aussi avancées que lui dans la vie intérieure, à se préparer convenablement à une fête chère à leur piété. D'après l'intention de l'auteur, ce mois de Marie commence le mercredi qui suit le premier dimanche du carême, se continue pendant tout ce temps de pénitence, pour se terminer le vendredi de la semaine de la Passion, jour de la fête de Notre-Dame de Pitié. Quelques unes des prières dont se composent les exercices de chacun de ses jours sont très-belles, et plusieurs des considérations qui les précèdent sont remplies d'une onction et d'une mysticité qui ne pourront manquer de produire des effets touchants de piété et de confiance chez les personnes qui les méditeront avec attention.

Ce n'est pas sans un vif intérêt que nous avons lu la notice historique sur la statue de Notre-Dame de Pitié déposée à Montréal, dans la chapelle que tous nos lecteurs connaissent bien. Cette statue est un trésor historique et avant tout un objet précieux à la piété des chrétiens. On ne peut s'empêcher d'admirer, en lisant le récit simple et fidèle de l'auteur, les voies merveilleuses par lesquelles Dieu a voulu procurer à Ville-Marie la possession de cette image miraculeuse. Le livre est précédé d'une approbation de l'Administrateur du diocèse, M. le Grand-Vicaire Truteau, et est en vente au Parloir des Dames de la Congrégation, Rue St. Jean-Baptiste.

E. LEF. DE BELLEFEUILLE.